



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.lesdepechesdebrazzaville.com

N°1958 LUNDI 10 MARS 2014

Aviation civile

L'IATA sanctionne dix compagnies aériennes congolaises

L'Association du transport aérien international (IATA) vient de décider de retirer à dix compagnies aériennes opérant en RDC leur licence d'exploitation. La mobilité des personnes et des biens sera sans aucun doute hypothéqué du fait de cette mesure que le ministère en charge des Transports et voies de communication est censé mettre en application. Cette décision viserait l'assainissement du secteur aérien en RDC dont le niveau de sécurité et de sûreté est parmi les plus bas au monde. La conséquence en est que les avions des compagnies incriminées dont au moins la moitié est opérationnelle seront cloués au sol.

D'autres sociétés aériennes pourront aussi être frappées si leurs dossiers sont rejetés aux phases 3 et 4 relatives à l'évaluation des documents à l'inspection de l'IATA, apprend-on. Le ministre en charge du secteur, Justin Kalumba, juge salutaire cette mesure car, indique-t-il, « *laisser ces compagnies continuer à opérer mettrait à mal la sécurité aérienne* ».



Page 18

Justin Kalumba



Une vue partielle des installations de la Gecamines

Industries extractives

Des ONG concluent à la non-conformité de l'Itie-RDC

Après évaluation du rapport Itie 2011, la plate-forme des organisations pour la promotion et la défense des droits économiques, sociaux et culturels basées au Katanga, considère l'adhésion de la RDC à ce processus comme un effet de mode. Cet engagement, constate ce regroupement associatif, ne procède aucunement d'une démarche volontaire destinée à insuffler une culture de la traçabilité dans les ressources extractives avec une participation effective des parties prenantes compétentes afin d'améliorer leur contribution à la quête commune du développement.

Cette plate-forme relève, par ailleurs, que les différentes parties prenantes ont basé leurs déclarations sur des comptes audités par des auditeurs complaisants sans aucun respect des normes internationales dont la présence des documents comptables sur le lieu des opérations.

Page 19

DOTATION

Des équipements sanitaires pour le Bandundu et le Bas-Congo

Des lits avec matelas, des matériels de laboratoire, des appareils d'imagerie, notamment l'échographie et la radiographie, des lits opératoires et des matériels de réanimation, tel est l'essentiel du don en équipements sanitaires octroyé aux hôpitaux du Bas-Congo et du Bandundu. Quant aux centres de santé de ces deux provinces, ils bénéficieront notamment des lits, des tensiomètres, des microscopes et un kit minimum de laboratoire. Cette dotation du gouvernement s'inscrit dans le cadre du projet d'équipement des structures sanitaires.

Financé sur fonds propres du gouvernement à la hauteur de 80 milliards FC, ledit projet vise l'équipement, l'approvisionnement en médicaments essentiels et la réhabilitation de deux cent hôpitaux généraux de référence et de mille centres de santé.

Page 18

ART SUR DEMANDE

Mise à niveau sur l'élaboration et la gestion d'un projet

L'atelier organisé du 5 au 7 mars à l'Institut national des arts (INA) avec l'appui de l'Union européenne (UE) est un prélude à la vulgarisation du nouveau concept qui entend mettre l'art au service du développement dans la mise en œuvre de projets spécifiques se focalisant sur les aspects liés à la communication et à la mobilisation sociale. Il a été questions, entre autres, de susciter de nouvelles aptitudes dans le chef des participants, ou mieux de les porter à la maîtrise des méthodes et techniques d'élaboration ainsi que de gestion des projets en tenant compte des domaines d'intervention de l'UE et de certains autres Partenaires techniques et financiers (PTF). En définitive, la nouvelle approche devrait permettre de contourner la difficulté de la quasi-inexistence des budgets de financement des projets culturels dans les plans d'action des PTF.

Page 21

VIE DES CLUBS

Daring Club Motema Pembe en plein tohu-bohu

Depuis plusieurs mois, le Daring Club Motema Pembe (DCMP) de Kinshasa baigne dans une crise interne déconcertante et qui n'en finit pas, en dépit du changement des personnes au sein de son staff dirigeant. Dans l'optique de trouver la solution, la Fédération congolaise de football association (Fécofa) et la Ligue nationale de football (Lina-foot) auraient pris l'option d'organiser une assemblée générale extraordinaire électorale dans un bref délai.

L'exacerbation de la crise est partie du conflit entre l'ancien dirigeant Musanganya avec les anciens dirigeants du club. Ensuite elle a gagné le nouveau comité élu avec Jean-Max Mayaka qui est aujourd'hui suspendu au mépris des textes. C'est Vidiye Tshimanga qui conduit les affaires du club malgré la confiance que l'évêque Pascal Mukuna lui a retirée, lui-même aussi suspendu.

Page 21

ÉDITORIAL

Frilosité

Parmi les nombreux problèmes que la collectivité devra résoudre dans les mois et les années à venir si le Congo veut accéder au développement durable figure en bonne place le financement des activités économiques par les banques et les organismes de crédit. Alors, en effet, que ces entreprises détiennent dans leurs caisses des sommes d'argent considérables, elles financent au compte-goutte les opérations de leurs clients. Si bien qu'au final elles sont, de façon indirecte sans doute mais bien réelle, les principales responsables du peu de dynamisme dont fait preuve le secteur privé dans notre pays.

Disons tout de suite, afin de ne pas être accusé d'instruire un mauvais procès contre les institutions concernées, que jusqu'à une date récente la timidité dont les banques et les organismes de crédit font preuve était justifiée par le comportement des pouvoirs publics. Ceux-ci, en effet, ne respectaient guère les délais de paiement prévus dans les contrats que passaient les administrations ou les entreprises publiques, ce qui avait comme conséquence de plomber lourdement les finances des sociétés privées et d'exposer du même coup les institutions financières à des risques excessifs.

Mais la remise en ordre des comptes publics, l'annulation de l'essentiel de la dette extérieure du Congo, le règlement de la dette intérieure qui se dessine et la consolidation du rythme de croissance qui dope l'économie nationale modifient lentement mais sûrement le cadre dans lequel nous nous mouvons. Ce changement pourrait fortement s'accélérer si les banques et les organismes de crédit faisaient correctement leur travail, c'est-à-dire décidaient en fin de soutenir les industriels, les artisans, les commerçants, les agriculteurs, les sociétés de services qui font appel à leurs services et qui, jusqu'à présent se heurtaient à un mur.

Un examen rapide des bilans et des comptes d'exploitation des entreprises du secteur bancaire montre sans discussion possible que la marge de manœuvre dont celles-ci disposent est aujourd'hui considérable. Mieux vaudrait donc pour elles tirer de ce qui précède la conclusion qui s'impose avant que l'opinion publique n'en vienne à les accuser de freiner volontairement le développement de l'économie congolaise.

Les Dépêches de Brazzaville

VIE ASSOCIATIVE

La démocratie représentative et participative expliquée aux femmes

Le Centre de promotion de la femme en politique (C.P.F.P) a organisé une conférence - débat sur le thème: «démocratie représentative, démocratie participative». L'idée étant de préparer les femmes aux futures élections et de les inciter à la vie politique.

Au cours de cette rencontre, le 6 mars à Brazzaville, le directeur des compétences et des institutions locales à la direction générale des collectivités locales, Lucien Banga, a insisté sur le fait que la démocratie représentative n'intéresse que les élus locaux. Dans le cas de notre pays, il s'agit des conseillers départementaux et municipaux. La démocratie devient représentative parce que les conseillers représentent les populations qui les ont élus et qui prennent les décisions en leur nom. L'élection locale constitue, pour le conférencier, un moment où l'État transfère le pouvoir aux populations, où «l'État nous donne la possibilité de faire le choix des femmes et des hommes capables de gérer les affaires de chaque collectivité locale ou encore nos problèmes de proximité.» Cette forme de démocratie est aussi appelée "démocratie délibératrice ou délégataire" parce que les citoyens délèguent leurs pouvoirs à des représentants. Quant à la deuxième forme de démocratie, celle dite participative, Lucien Banga a fait savoir qu'elle est complémentaire de la première parce que les autorités élues doivent faire participer à la gestion des affaires locales les citoyens électeurs qui leur ont fait confiance. Il a cité certains outils que



Émilienne Raoul présidente du CPFP

sont les concertations ou les autres consultations.

Ces deux formes de démocratie, a précisé l'orateur, se complètent. La deuxième ne peut pas exister sans la première. La démocratie participative amène les populations à s'intéresser à la gestion des affaires qui les concernent. Elle constitue en effet un lien entre l'élu et le citoyen qui doivent travailler ensemble pour le développement de la collectivité.

Ouvrant la conférence en sa qualité de présidente du CPFP, Émilienne Raoul a rappelé aux femmes leurs droits. ceux-ci se déclinent en droits civiques, économiques, sociaux, etc. Ils ne sont pas différents des droits dont jouissent les hommes. Cependant, a-t-elle fait savoir, il y a une inégalité d'accès à ces droits. D'où le rappel fait aux femmes de se mobiliser et d'être candidates aux élections.

Que dit la loi ?

La loi électorale modifiée n° 5-2007 du

25 mai 2007 dispose que la présentation des candidatures doit tenir compte de la représentativité des femmes à raison de 20% au moins. Pour rappel, aux dernières élections locales de 2008, 12154 candidats étaient inscrits dont 2381 femmes. Soit un pourcentage de 19,59%. Au final, les femmes élues ne représentent que 13,66% sur l'ensemble du territoire. Pour corriger ce déséquilibre, le CPFP a soumis, en février 2012, aux autorités habilitées, des propositions d'amendement à la loi électorale. Objectif : voir le quota des femmes être relevé ; un meilleur positionnement des femmes sur les listes électorales et l'inscription des sanctions en cas d'inobservation. Autre préoccupation pour le CPFP, la reformulation du 3ème alinéa de l'article 61 pour faire que cette représentativité des femmes passe à 30% au moins. Et qu'aucune liste des partis et groupements politiques ne soit validée sans le respect de cette disposition.

Jean-Jacques Koumbemba

PROCESSUS ÉLECTORAUX

La société civile congolaise organise un forum

Le Forum de la société civile pour des élections libres et transparentes (Fosocel) organise, du 10 au 12 mars, une rencontre sur le thème : «Les processus électoraux en République du Congo : analyse critique».

Elle vise, entre autres objectifs, à sensibiliser les acteurs de la société civile aux enjeux de la consolidation de la démocratie ; à renforcer les capacités des acteurs de la société civile ; à vulgariser les conclu-

sions de la concertation politique de Dolisie ; ainsi qu'à mener l'analyse critique des processus électoraux en République du Congo.

Prendent part à ces assises les organisations de la société civile œuvrant dans la sphère de la défense des droits de l'homme et de la promotion de la démocratie, des représentants d'églises ou de confessions religieuses ainsi que des personnalités universitaires.

Roger Ngombé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)

Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétaire : Raïssa Angombo

Comité de direction

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodialo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

Rédaction de Brazzaville

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service)
Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoula
Service Économie : Nancy France Loutoumba

(chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya (stagiaire)
Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta

Rédaction de Pointe-Noire

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

Rédaction de Kinshasa

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence: Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeja n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

Maquette

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice: Bénédicte de Capèle
Responsable coordination et communication : Rose-Marie Bouboutou
Directrice du Développement : Carole Moine

Rédaction de Paris

Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétaire : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Molsignet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-presses et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba,

Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel
Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma
Assistante : Laura Ikambi
23, rue Vaneau - 75007 Paris - France
Tél. : (+33) 1 40 62 72 80
www.lagaleriescongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau 75007 Paris/Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

RECENSEMENT ADMINISTRATIF SPÉCIAL

L'Union pour la Nation appelle les pouvoirs publics à une dernière concertation

À la faveur d'un point de presse, le 7 mars à Brazzaville, la nouvelle plateforme politique de l'opposition congolaise, l'Union pour la Nation (UN), a une fois de plus appelé le gouvernement à une dernière rencontre pour revoir au cas par cas les résultats du recensement administratif spécial avant leur publication.

Ce groupement de partis, qui se réclame de l'opposition républicaine et a participé aux différentes concertations politiques nationales depuis 2009, dans le cadre de l'apaisement général du climat politique, a fait le choix de faire du dialogue et de la concertation les moyens les plus sûrs de garantir la paix intérieure.

«Je pense que les acteurs politiques que nous sommes, si nous avons fait le choix d'aller vers la tempé- rance, vers l'entente cordiale, donc vers le dialogue et la concertation permanente, c'est essentiellement parce que nous tenons à ce que la paix devienne quelque chose de durable dans notre pays, a déclaré Bonaventure Mbaya, le président de Convergence Citoyenne, un des partis du groupe. Si nous vous avons appelé, c'est pour essayer d'éclairer notre lanterne et lever l'équivoque par rapport à ce qui se passe au niveau du recensement administratif spécial puisque vous avez dû vous rendre compte, à travers la déclaration que nous avons



Bonaventure Mbaya, au centre

faite il y a quelques semaines, que l'opposition républicaine suspendait sa participation ou le suivi des opérations du recensement.» Pour l'UN, cette prise de position était une condition pour aller vers la certification des listes à partir d'un examen minutieux des résultats par les états-majors des partis politiques qui avaient mandaté leurs délégués dans les différentes circonscriptions électorales. Cependant, cette certification ne pouvait pas être assurée par les seuls délégués envoyés sur le terrain sans un regard des partis.

Pour l'UN, le gouvernement veut aller à la certification des listes sans avoir préalablement revu le travail réalisé en amont et examiné si les chiffres sortis des régions entraînent dans les four-

chettes prévisibles techniquement.

L'UN, qui dit n'avoir pas rompu avec le pouvoir, attend que celui-ci s'assoie de nouveau autour de la table pour revoir certaines choses. «Nous ne disons pas que les résultats sont mauvais à cent pour cent, mais là où il y a eu explosion du corps électoral, il faut que les choses soient revues, a expliqué l'un des membres de cette coalition. Pour nous, il est clair que le recensement administratif spécial est un maillon important de l'assainissement du système électoral.»

L'UN a enfin rappelé au gouvernement que des engagements avaient été pris à Dolisie devant la communauté internationale et qu'il fallait les tenir.

Jean-Jacques Koubemba

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE

Un débat s'ouvre à Brazzaville

Le gouvernement et la Banque mondiale initient un échange sur la problématique et les modalités de cheminement vers l'émergence des pays dotés en ressources naturelles.

Le ministère de l'Économie, des Finances, du Plan, du Portefeuille public et de l'Intégration, la Banque mondiale et l'université Marien-Ngouabi organisent, du 13 au 14 mars, des conférences-débats sur la diversification de l'économie congolaise.

Cette initiative vise à susciter et stimuler les débats ouverts sur des questions relevant du développement, selon l'approche de partage d'expériences et d'échange d'idées. Il s'agit, pour les organisateurs, de créer, à travers ces journées, un espace de discussion sur les innovations théoriques et empiriques relatives aux conditions et modalités à mettre en œuvre pour assurer un cheminement à l'ambition gouvernementale — moderniser et industrialiser le pays pour la période 2012-2016 — dans la perspective d'une économie émergente à l'horizon 2025.

Les travaux de ces journées de conférences porteront sur le thème principal: «les déterminants de la diversification économique du Congo par l'approche des grappes».

Selon certains analystes, le nouveau cadre stratégique — le programme national de développement intervenant à la suite du Document stratégique de réduction de la pauvreté — servira de référence pour les conférences-débats en vue de relever les faiblesses et les atouts du développement du Congo.

«Il constitue une nouvelle stratégie conduite par le gouvernement et ses partenaires, laquelle repose sur les cinq piliers que sont la gouvernance, la diversification de l'économie, les infrastructures, le développement social et la protection de l'environnement en vue d'atténuer les effets négatifs des changements climatiques et de l'extraction des ressources naturelles», a commenté un participant. Plusieurs thèmes sont prévus au programme des assises de Brazzaville : l'économie du savoir : recherche scientifique et innovation technologique comme déterminants de la diversification économique ; la stratégie de développement des pays pauvres : fondements théoriques, stratégies existantes dont la théorie de la chaîne de valeurs, avec des exemples d'application réussis dans le monde, notamment en Chine, Inde, Brésil, Singapour ; la formation qualifiante comme déterminant de la promotion des grappes en vue de la diversification, etc.

Nancy France Loutoumba

LE FAIT DU JOUR

Centrafrique : les Faca sont la pièce manquante

Les forces étrangères venues au secours de la République centrafricaine montent en puissance : de six cents hommes au départ, les effectifs des soldats français de l'opération Sangaris sont passés à 1 600 aujourd'hui. Pour leur part, les troupes africaines de la Misca comptent désormais dans l'ordre de six mille hommes. Cela ne suffit pas, puisque l'Union européenne a promis de mobiliser un millier de soldats, et l'Organisation des Nations unies, dont l'ambition à terme est de prendre le relais des opérations de maintien de la paix, envisage de constituer une mission de douze mille hommes.

Étendue sur une superficie de 623 000 kilomètres carrés, la Centrafrique est, en effet, un vaste territoire en partie inféquentable par la route du fait de l'absence ou de la dégradation des voies de communication. Difficile donc de faire mieux avec le petit monde en treillis cantonné pour l'essentiel dans la capitale Bangui, accaparé par l'ampleur de la tâche à accomplir. Dans cette partie de cauchemar où armes blanches et armes

de guerre produisent un grand fracas, où sont passées les Faca, les forces armées centrafricaines ?

Certes l'urgence pour Sangaris et la Misca, et demain pour la force onusienne, est de rétablir l'ordre public, de ramener la paix et la sécurité dans ce pays meurtri. Tous les discours entendus depuis l'éclatement des violences il y a bientôt une année appellent à réaliser l'objectif de préserver des vies humaines en procédant au désarmement de toutes les milices. Ce qui se fait cahin-caha. En revanche, les initiatives allant dans le sens d'aider à la reconstruction de l'armée nationale centrafricaine ne sont pas très perceptibles.

Il est évident que la Centrafrique est confrontée à une crise multiforme, qu'elle n'a pas d'argent pour s'engager sur plusieurs fronts à la fois. Mais la remise en ordre des forces armées et de sécurité de ce pays ne serait pas un mauvais investissement, d'autant plus que les difficultés actuelles des unités dépêchées par l'Afrique et la France

peuvent en partie être imputées à la mauvaise connaissance du terrain.

En cinquante ans d'indépendance, cinquante-quatre ans si on veut, la Centrafrique a tout de même été dotée d'une armée digne de ce nom. Même si plongée durant tout ce temps dans un cycle épuisant de pronunciamientos et de mutineries cette armée a fini par perdre la face, lui offrir les instruments de sa réinvention devient un impératif à l'heure qu'il est. L'État centrafricain étant désarticulé, les précieuses pièces du puzzle qu'il faut rassembler pour en rebâtir l'embryon seraient entre autres l'armée, la police, la gendarmerie et la justice. Ce sont ces grands corps de l'État, à côté de bien d'autres, dans la grande administration publique à réhabiliter, qui refonderont la nation centrafricaine.

Pour voir que l'armée centrafricaine est capable de renaître de ses égarements, qu'elle garde encore une âme, un certain orgueil, il faut se souvenir du tollé soulevé par la déclaration de l'ancien président de transition, Michel Djotodia, le 27

juillet 2013. Parlant de réforme, il préconisait alors d'abandonner le nom de Forces armées centrafricaines (Faca) pour celui d'Armée républicaine centrafricaine. Souvent, et cela est vérifié dans plusieurs domaines, les noms ou les sigles ne sont pas toujours le vrai problème. Le vrai problème, ce sont les hommes et aussi les moyens qui doivent accompagner l'accomplissement d'une tâche.

Il est certain que si l'on appliquait cette maxime à la Centrafrique, les choses marcheraient. Il serait en tout cas bénéfique pour les pays engagés militairement en RCA de l'aider dans ce projet, de sorte que les éléments des Faca recyclés et remis en confiance opèreraient aux côtés de leurs frères d'armes d'Afrique et de France. Ils feraient honneur à leur nation et à leur histoire, tandis que la dynamique de la défense et de la sécurité régionale qui préoccupe tant les chefs d'État et la communauté internationale serait à son avantage.

Gankama N'Siah



Fonds des Nations Unies pour la Population Représentation en République du Congo

AVIS DE VACANCE DE POSTE

Vacance de poste : N° FPA/COG/ 5598
Date limite de dépôt des dossiers : 07 Mars 2014 à 16h00
Titre du poste : Chargé de Programme Suivi/Evaluation
Type de contrat/Grade/Durée : FT/ICS 9-NOB /un (1) an renouvelable dont trois mois probatoires
Lieu d'affectation : Brazzaville avec possibilité de déplacement à l'intérieur du pays

Dans le cadre de la mise en œuvre de son 5e Programme de Coopération au Congo (2014 – 2018), le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) cherche un Chargé de Suivi et Evaluation pour son Bureau de Brazzaville. Le poste est à pourvoir immédiatement, pour une durée initiale d'un (1) an, dont trois (3) mois probatoire.

L'UNFPA, Fonds des Nations Unies pour la Population, est un organe de développement international qui œuvre en faveur du droit à la santé et de l'égalité des chances pour chaque femme, homme et enfant. L'UNFPA offre son appui aux pays pour utiliser les données de populations dans la formulation des politiques et des programmes visant à réduire la pauvreté et pour faire en sorte que toutes les grossesses soient désirées, que tous les accouchements soient sans danger, que tous les jeunes soient protégés du VIH et du SIDA et que toutes les filles et toutes les femmes soient traitées avec dignité et respect.

Description des tâches

Sous l'autorité du Représentant Résident, et par délégation, sous la supervision de l'Assistant Représentant, le/la Chargé(e) de Programme en Suivi/Evaluation, contribue de façon substantielle au suivi et à l'évaluation des activités techniques, institutionnelles et organisationnelles du programme-pays UNFPA. Il/elle contribue à la gestion des activités dans les domaines de Population et Développement, Santé de la Reproduction, des jeunes, Genre et Droits. Il/elle analyse et évalue les politiques, les tendances socio-économiques, et contribue à la formulation, l'évaluation des programmes conjoints et des cadres stratégiques et programmes de développement ; il/elle est chargé (e) d'appuyer le renforcement des activités de l'UNFPA dans le pays en veillant à l'intégration des interventions appuyées l'UNFPA, dans les stratégies de réduction de la pauvreté, les politiques et programmes de santé, de population et de développement, genre et droits humains. Il/elle joue le rôle de facilitateur dans le partage de connaissance et d'expériences et dans le domaine du suivi et évaluation des programmes et projets, à l'intérieur du bureau d'une part, et entre UNFPA et ses partenaires, d'autre part.

Le/la Chargé(e) de suivi et évaluation facilite le travail des consultants et Experts, ainsi que des Conseillers Régionaux et Conseillers Techniques principaux, il/elle collabore avec les partenaires du gouvernement, les agences multi et bilatérales, les agences du système des Nations Unies, la société civile, et les autres partenaires au développement, pour l'atteinte des objectifs de l'UNFPA ; en tant que membre à part entière de l'Equipe Programme de l'UNFPA, le/la Chargé(e) de Programme aura à accomplir les tâches suivantes :

1) Participer à la conception, à l'élaboration de la méthodologie et la planification des analyses de situation, du suivi de la mise en œuvre et de l'évaluation du programme-pays, ainsi que de toutes les recherches pertinentes y afférentes ; faire la promotion de nouvelles méthodologies et de nouveaux outils de collecte de données, de suivi/évaluation des interventions, projets et programmes ;

2) Concevoir une méthodologie et des outils de collecte des données nécessaires à l'actualisation et au suivi de la mise en œuvre du plan de gestion du bureau (Office Management Plan) et à l'élaboration du rapport annuel du Bureau (COAR) ; contribuer à l'alimentation des bases de données de l'ensemble du programme d'assistance de l'UNFPA au Congo, et des autres unités de l'UNFPA ;

3) Concevoir et gérer une base de données intégrée de suivi/évaluation du programme ; produire, mettre à jour les tableaux de bord et rédiger les documents de synthèse pertinents qui mettent en exergue les indicateurs clés du programme en tenant compte des documents nationaux, internationaux, régionaux de référence (OMO, P NCIPD, NEP AD, DSRP) pour les rendre disponibles et accessibles aux parties prenantes du programme partenaires, structures de mises en œuvres et bénéficiaires ;

4) Contribuer à la préparation, à l'organisation, et participer aux réunions statutaires du Programme (trimestrielles, annuelles) ; coordonner le suivi de la mise en œuvre des recommandations émanant de toutes les réunions statutaires, les rapports d'activités, les missions, les évaluations, les recherches et les audits ; apprécier de façon systématique et objective l'atteinte des résultats ; participer aux visites de terrain et aux missions d'évaluation et préparer les contributions régulières aux rapports sur l'état d'avancement des interventions et des projets ; analyser les facteurs affectant l'atteinte des résultats, recommander des actions de correction et faire le suivi de ces recommandations

5) Faciliter le suivi par les autres chargés de programme des plans d'activités placés sous leur responsabilité ; rendre disponible des données cartographiées sur la réalisation du programme dans les zones d'intervention ; rendre disponibles des informations actualisées sur les consultants nationaux, les intervenants dans le domaine de populations et de développement, santé de la reproduction, genre, culture et droit ;

6) favoriser l'amélioration et l'harmonisation du contenu des outils de suivi/évaluation ; élaborer et mettre en œuvre un programme de renforcement des capacités des équipes techniques du programme de l'UNFPA en suivi et évaluation ; promouvoir l'utilisation des outils et les approches de S&E auprès des agents de mise en œuvre (structures gouvernementales, ONGs, etc) partenaires du programme ;

7) Participer pour le compte du Bureau, aux réunions techniques préparatoires des grandes enquêtes (EDSC, ESP, etc.), aux recensements démographiques, et aux réunions de planification du programme statistique nécessaires pour la gestion du programme pays et la réactualisation de la base de données pour le développement dans le contexte de la réduction de la pauvreté

8) Participer activement au sein du Groupe Programme des Nations à la mise en œuvre des mécanismes de suivi et évaluation de l'UNDAF ; appuyer le programme de suivi et évaluation de l'UNDAF et des plans de travail conjoint de l'UNCT ; animer le groupe suivi et évaluation du système des Nations Unies

9) Accomplir toutes autres tâches que le superviseur jugera utile de lui confier.

Qualifications requises

- Etre titulaire au moins d'un diplôme (Bac + 5) en Statistiques, Sciences Sociales, Santé Publique, Médecine, ou tout autre domaine similaire ;
- Avoir une expérience professionnelle de 5 ans au moins dans le domaine du suivi/évaluation ;
- Avoir une bonne connaissance du contexte socio-culturel national ;
- Avoir le sens du travail en équipe et la capacité à travailler sous pression dans un environnement multiculturel ;
- La maîtrise des logiciels d'enquête épidémiologiques/statistiques (SPSS, EpilInfo) ou système d'informations géographique (MapInfo, ArcGIS, etc.) est un plus ;
- Disposer d'une compétence parfaite des applications courantes de logiciels de bureau (Word, Excel, Power point...) ;
- Avoir une maîtrise du Français (oral et écrit) et une bonne capacité de travail en Anglais (niveau intermédiaire).

Autres conditions

Nous recherchons les candidats qui ont :

- La capacité de conduire le plaidoyer et promouvoir une approche programme, axée sur les grandes orientations de politiques de développement, et de réduction de la pauvreté ;
- L'esprit d'initiative, le sens de l'innovation et du marketing des nouvelles approches et de nouvelles idées ;
- De bonnes aptitudes en relations publiques ;
- Une intégrité, un engagement et une aptitude à travailler en harmonie avec des personnes d'origines et de cultures diverses ;
- Les compétences pour la gestion des relations humaines, la communication et le développement des individus ;
- Une capacité de réflexion analytique et stratégique, et une capacité de gestion axée sur les résultats ;
- Un esprit structuré et une bonne capacité d'expression orale et écrite
- Une disposition à travailler sous pression.

Dossier de candidature

- Composition

- o Demande non manuscrite spécifiant trois (3) personnes de références ;
- o Curriculum vitae daté de moins d'un (1) mois et/ou formulaire P11 dûment rempli (envoi sur simple demande par email ou retrait au Siège UNFPA Congo) ;
- o Copies de diplômes, certificats, attestation des services rendus, etc. (Ne pas joindre les originaux) ;
- Lieu de dépôt : Bureau de l'UNFPA, rue Crampel (en face de la BDEAC). Vos dossiers seront adressés à UNFPA, sous pli fermé, à l'attention de :
Madame la Représentante de l'UNFPA Congo
Candidature n°FPA/COG/5598 «Chargé de Programme en Suivi et Evaluation»
Rue Crampel (en face de la BDEAC) – BP 19012
Brazzaville – République du Congo, Téléphone : (+242) 05 521 67 00
(N.B : Nos Bureaux sont ouverts du lundi à vendredi de 08h à 16 h)
Fait à Brazzaville, le 06 Février 2014

Barabara LAURENCEAU
Représentante e Résidente de l'UNFPA au Congo

Idées-forces, sujets en débat

Anecdotes, petites phrases, cris du cœur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

Ce qu'elles ont dit dans Les Dépêches de Brazzaville, numéro du samedi 8 mars 2014

☐ *«Moi, je suis fière d'être congolaise, parce que le Congo n'a pas fait de distinction à l'école entre les filles et les garçons. Une société qui reconnaît que la femme a la capacité de réfléchir autant que l'homme a compris que son évolution est certaine.»*

Irène Mboukou-Kimbatsa, conseillère du président de la République du Congo chargée de l'Agriculture, de l'Élevage, de la Pêche et de l'Aquaculture

☐ *«Évitons d'être des femmes entières mais à part, je préfère être une femme à part entière. Je suis un peu partout dans la société, que ce soit au foyer comme dans les instances de prise de décision.»*

Isabelle-Marthe-Fila Lémina, députée du Rassemblement citoyen à Bacongo 2 (Brazzaville).

☐ *«Si nous arrivons à gérer nos ménages, c'est que nous sommes capables de gérer nos administrations»*

Ruth Saya-Maba, Congolaise, patronne de la société Dove's Travel

☐ *«Au sens professionnel, depuis la petite école on sait que les filles sont beaucoup plus consciencieuses, disciplinées et rigoureuses, plus efficaces avec ce désir d'aller jusqu'au bout. Le côté perfectionniste est plus féminin que masculin.»*

Lydie Oboa, Directrice générale du Portefeuille public, Ministère des Finances

«Ce que je puis souligner, c'est que les hommes congolais sont machistes. Et si ce machisme existe, c'est parce que la femme congolaise ne prend pas sa place. La place ne se donne pas, si l'on attend qu'un homme s'écarte pour nous laisser la place l'on attendra une éternité.»

Eugénie Opou, Congolaise, écrivain et militante politique

☐ *«Les femmes de la diaspora ont un rôle important à jouer du fait qu'elles ont appris à se débrouiller toutes seules. Ces femmes sont dans un environnement qui n'est pas le nôtre. Cela construit un bagage dont on a spécialement besoin chez nous.»*

Édith-Laure Itoua, conseillère du chef de l'État, chef du département des Congolais de l'étranger

INTERVIEW

Lydie Oboa: «La direction générale du Portefeuille public, c'est l'État qui est actionnaire»

Le ministère de l'Économie et des Finances est doté, depuis l'année dernière, d'une nouvelle direction générale, celle du Portefeuille public (DGPP), créée par le décret présidentiel du 30 décembre 2013. Son animatrice, Lydie Oboa, éclaire sur la mission de cet organe technique dans cette interview exclusive aux Dépêches de Brazzaville.



Lydie Oboa

Les Dépêches de Brazzaville : Que signifie le « portefeuille public » ?

Lydie Oboa : Le portefeuille public, ce n'est pas de l'argent, ni le patrimoine, ni la caisse. C'est l'ensemble des participations de l'État dans les entreprises. L'État est actionnaire de sociétés commerciales de la même façon qu'il construit les routes, les hôpitaux, les écoles ou qu'il entretient l'armée. L'État n'a pas vocation à gagner de l'argent. Simple-ment, il peut être amené à faire des affaires pour des raisons d'intérêt public ou stratégique.

LDB : Pouvez-vous donner un exemple ?

L. O. : Par exemple, dans le domaine de l'électricité, l'État intervient pour garantir au plus grand nombre l'accès à l'électricité à un coût qui tient compte du pouvoir d'achat des Congolais et garantir ainsi la paix sociale.

LDB : Jusqu'où les attributions du portefeuille public peuvent-elles s'étendre ?

L. O. : Le portefeuille public est où l'État investit. Schématiquement, il s'agit des entreprises publiques, mais également des entreprises à participation publique à l'instar de la Société Générale, dont on a inauguré le siège récemment: elle n'est pas une entreprise publique, mais son capital est détenu pour partie par l'État. En revanche, la Banque congolaise de l'habitat est une entreprise publique parce que la participation de l'État est majoritaire. Il en est ainsi de la Banque postale du Congo, de la Société nationale d'électricité, d'ECair (Equatorial Congo Airline), du port autonome de Pointe-Noire, de la Société nationale de distribution d'eau, du Chemin de fer Congo-océan, des ports, des aéroports, du transport, de la SNPC, etc. La position d'actionnaire donne à l'État le droit de participer au conseil d'administration de cette société et de veiller à ses intérêts dans la gestion de l'entreprise.

LDB : Quel est votre rôle en tant que directrice du portefeuille public ?

L. O. : Schématiquement, il s'agit d'assurer

le suivi des performances financières des entreprises dans lesquels l'État investit et de l'application correcte des bonnes règles de gestion par leurs dirigeants.

LDB : Existe-t-il un pont entre ce que vous faîtes avant en tant que secrétaire permanente du Haut-Conseil du dialogue public-privé et le poste de directrice générale du portefeuille public ?

L. O. : En théorie non, puisqu'au Haut-Conseil du dialogue public-privé, notre action se focalisait sur l'amélioration du climat des affaires pour permettre le développement du secteur privé et la diversification de l'économie en vue de favoriser l'emploi et la croissance durable. En réalité, il y a

«L'emploi se trouve dans les entreprises et non plus dans la Fonction publique»

une passerelle dans la mesure où on recherche toujours cette dynamique de diversification de l'économie, mais ici, l'industrialisation est amorcée par les entreprises à participation publique.

LDB : Que vous a apporté cette expérience de secrétaire permanente ?

L. O. : Elle m'a convaincue de l'importance de l'une de mes missions, à savoir la création d'entreprise à participation publique. En effet, au Haut-Conseil du dialogue public-privé, j'ai pu me rendre compte que le secteur privé congolais n'était pas aujourd'hui suffisamment outillé pour relever seul le défi de l'industrialisation.

LDB : Quel est le nombre exact d'entreprises à créer ?

L. O. : Aucun objectif n'est assigné dans ces termes à la direction générale du Portefeuille public, car les créations d'entreprises à participation publique sont effectuées de manière ponctuelle pour suppléer

au secteur privé et garantir l'emploi avant que le privé ne prenne le relai. Toutefois, en 2013, la DGPP a travaillé à la création d'une vingtaine d'entreprises qui, compte tenu d'un certain nombre de paramètres, ne verront le jour qu'en 2014. Pour rappel, lorsque l'État ne dispose pas de compétence, il recourt à des partenaires techniques qui l'accompagnent dans la mise en exploitation de ces entreprises et en même temps forment les Congolais qui sont appelés à y travailler.

LDB : Peut-on dire que l'État a pris la relève parce qu'il considère qu'il n'y a pas d'opérateurs économiques au Congo ?

L. O. : Non, il ne faut pas exagérer. Il existe des opérateurs économiques et nous avons tous intérêt à ce qu'il y en ait. De toute façon, l'industrialisation ne peut se faire qu'avec des entreprises. Et les entreprises, ce sont les entrepreneurs, donc l'initiative privée. Simplement, l'État doit accompagner les privés. Il y a beaucoup de facteurs qui peuvent faire aujourd'hui que l'initiative privée est un petit peu bridée. Mais cela ne veut pas dire qu'elle n'existe pas. Elle a juste besoin d'être redynamisée. L'emploi se trouve dans les entreprises et non plus dans la Fonction publique.

LDB : Depuis la création de cette direction, qu'est-ce qui y a déjà été réalisé ?

L. O. : À côté de la participation à la création des entreprises qui verront le jour en 2014, le recensement des entreprises publiques et l'évaluation de leurs performances financières, nous avons été amenés, par exemple, à participer à la conclusion du contrat de service entre la société française Électricité de France et la Société nationale d'électricité.

LDB : Travaillez-vous de concert avec la Commission nationale des investissements ?

L. O. : En fait, la Commission nationale des investissements s'adresse généralement aux entreprises privées qui souhaitent bénéficier des avantages de la Charte nationale d'investissement. Ces entreprises privées sont déjà constituées. La DGPP se situe en amont, c'est-à-dire à la création des sociétés. Enfin, la DGPP ne se concentre que sur les entreprises à participation publique.

Nancy France Loutoumba



INSCRIPTION

Téléphone : +242 06 913 81 45 | +242 06 992 04 91
E-mail : iprc@iprc-training.org / Site web: www.iprc-training.org
BP: 537 Brazzaville - République du Congo

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise des séminaires de formation à Brazzaville, Pointe-Noire et Kinshasa suivant le programme ci-dessous. Pour les inscriptions et pour tous renseignements, contactez-nous aux numéros indiqués ci-dessus.

CODE	INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
MDP05	Comment répondre à un appel à projet des bailleurs de fonds: outils, technique et pièges à éviter	5 jours	03 au 07 mars 2014
GMPO2	Formation en passation des marchés publics (Travaux, Fournitures et Services)	15 jours	03 au 21 mars 2014
MDP14	Maîtriser les approvisionnements et la gestion des contrats en management de projets	5 jours	17 au 21 mars 2014
EP15	Perfectionnement en Excel	4 jours	24 au 27 mars 2014
EP04	Assurer la fonction d'Assistant (e) de direction	5 jours	24 au 28 mars 2014
EP05	Techniques de rédaction administration	5 jours	24 au 28 mars 2014
MDP01	Planification et Gestion des projets avec MS Project	10 jours	01 au 11 avril 2014
MDP13	Etude d'impact environnemental et social des projets	5 jours	07 au 11 avril 2014
BTPO2	Assurer la fonction de conducteur de travaux	5 jours	14 au 18 avril 2014
GRH04	Outils de pilotage des Ressources Humaines	3 jours	15 au 17 avril 2014
GMPO7	Gestion des contentieux dans l'exécution des contrats des marchés publics	4 jours	15 au 18 avril 2014
GMPO4	Essentiel de la passation des marchés : rappel pour spécialistes, Chef de projets, Chefs de cellule de passation de marchés etc.	5 jours	21 au 25 avril 2014
BTPO7	Maîtriser le logiciel EPANET : dimensionnement des réseaux d'eau	5 jours	Nous contacter
BTPO3	Dessiner avec Autocad 2D&3D : initiation et perfectionnement	10 jours	Nous Contacter



FEDERATION DES MUCODEC

Mutuelles Congolaises d'Épargne et de Crédit

Les Assemblées Générales des Caisses Locales MUCODEC se tiendront en mars 2014.

Sociétaires, votre voix compte ! Venez choisir vos élus locaux et ainsi participer activement à la vie de votre Caisse Locale.

DELEGATION BRAZZAVILLE – POOL - LIKOUALA			
Date	Heure	Caisse Locale MUCODEC	Lieu
Mardi 4 mars	14 heures	Moungali	Palais des congrès
Mercredi 5 mars	14 heures	Makélékélé	
Jeudi 6 mars	14 heures	Plateau des 15 ans	
Vendredi 7 mars	14 heures	Ouenzé	
Samedi 8 mars	09 heures	Bacongo	
Lundi 10 mars	14 heures	Talangaï	
Mardi 11 mars	14 heures	Poto - Poto	
Mercredi 12 mars	14 heures	Brazza Centre	
Jeudi 13 mars	14 heures	CCF	
Vendredi 14 mars	14 heures	Tsiémé	
Samedi 15 mars	09 heures	La Gare	
Lundi 17 mars	14 heures	Kinkala	
Mardi 18 mars	14 heures	Impfondo	Salle des fêtes de la Préfecture
DELEGATION POINTE- NOIRE -- KOUILOU – NIARI – BOUENZA - LEKOUMOU			
Date	Heure	Caisse Locale MUCODEC	Lieu
Mardi 11 mars	14 heures	Mouyondzi	Maison commune
Mercredi 12 mars	14 heures	Madingou	Préfecture
Jeudi 13 mars	14 heures	Nkayi	Salle SARIS
Vendredi 14 mars	14 heures	Sibiti	Maison commune
Samedi 15 mars	09 heures	Dolisie	Salle ENI
Lundi 17 mars	14 heures	Fond Tié - Tié	Forum MBONGUI
Mardi 18 mars	14 heures	Grand Marché	
Mercredi 19 mars	14 heures	Mvou - Mvou	
Jeudi 20 mars	14 heures	Tié - Tié Centre	
Vendredi 21 mars	14 heures	Loandjili	
Samedi 22 mars	09 heures	Centre Ville P/N	
Lundi 24 mars	14 heures	Tchimbamba	
Mardi 25 mars	14 heures	Tchikobo	
DELEGATION PLATEAU – CUVETTE - SANGHA			
Date	Heure	Caisse Locale MUCODEC	Lieu
Mardi 11 mars	14 heures	Djambala	Maison de la femme
Mercredi 12 mars	14 heures	Gamboma	Bar Maison Blanche
Jeudi 13 mars	14 heures	Boundji	Bar MOLOMBA
Vendredi 14 mars	14 heures	Ewo	Salle du Conseil Départemental
Samedi 15 mars	14 heures	Owando	Réfectoire ENI d'Owando
Lundi 17 mars	14 heures	Oyo	CEG SASSE IPA
Mardi 18 mars	14 heures	Makoua	Salle des sœurs
Jeudi 20 mars	14 heures	Ouessou	Lycée
Vendredi 21 mars	18 heures	Ngombé	Siège du Comité du village
Samedi 22 mars	14 heures	Pokola	Ecole primaire
Mercredi 26 mars	14 heures	Mossaka	Bar KOUMOUS

Rejoignez-nous !

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL

1000 enseignants à compléter

D'après le nouveau fichier de l'enseignement technique et professionnel, le déficit en personnel enseignant serait de 968 postes à couvrir alors que 160 autres feront valoir leurs droits à la retraite à la fin de cette année.

La question a été plusieurs fois évoquée au cours de la tournée que vient d'effectuer le ministre de l'Enseignement technique, professionnel et de l'Emploi, Serge Blaise Zoniaba, du 4 au 7 mars dans les départements des Plateaux et de la Cuvette-Ouest. Partout où il est passé, alors qu'il visitait les structures et entretenait son personnel, il a constaté que les maux qui minent ce sous-secteur sont restés les mêmes. On cite : le manque d'enseignants qualifiés, de plateaux techniques appropriés et le cas des établissements scolaires logés dans des sites d'emprunt.

À Gamboma par exemple, le Collège d'enseignement technique squate le site de l'Église évangélique du Congo où, par ailleurs, une érosion risque bientôt d'emporter les deux salles de classe qui existent. Ici toujours, il manque des enseignants qualifiés dans plusieurs matières. Pourtant, "L'école a bien son propre terrain mais l'entrepreneur qui doit exécuter les travaux de construction de cet

établissement scolaire a abandonné son chantier depuis bientôt 5 ans si bien que les

tendant, le collège et le lycée partagent les mêmes bâtiments. À Lékana, le collège d'enseigne-

également rendu au Centre d'enseignement, de formation et d'apprentissage d'Ewo (CEFA),

s'est réjoui de la production agricole des élèves du Lycée technique agricole d'Ewo dont il a découvert le potager qui fournit déjà des légumes pour nourrir la population locale. À Ewo comme à Okoyo, les problèmes sont les mêmes que ceux identifiés dans les Plateaux avec, en prime, le manque d'ateliers.

Serge Blaise Zoniaba a promis que ces maux trouveront des solutions, cette année, avec le budget d'investissement. À son personnel, il a lancé un appel à protéger le patrimoine de l'État et à s'investir. «*Nous sommes en train de mettre en place un dispositif qui consiste à recruter à l'enseignement technique que des enseignants qui ont une qualification. Non pas pour combler des vides, car il va falloir affronter demain le monde de l'emploi. J'ai aussi profité de ce contact direct avec mes collaborateurs pour leur dire de lutter contre les antivaleurs à l'école et de protéger le patrimoine scolaire. L'Etat est en train de faire un grand effort pour améliorer la qualité des infrastructures et doter les établissements scolaires des plateaux techniques adéquats. Il ne faudrait pas que demain ces mêmes équipements se retrouvent vandalisés*», a conclu le ministre.

Tiras Andang



le ministre (au milieu) et le préfet de la Cuvette-Ouest (à droite) visitant le potager des élèves du Lycée technique agricole d'Ewo

élèves admis au Brevet sont obligés de poursuivre leurs études au Lycée général par manque de lycée technique" expliquent les autorités locales.

Le même constat est fait à Djambala et Lékana : manque des enseignants dans plusieurs filières. Les rares qui exercent sont pour la majorité des vacataires et n'ont pas le niveau requis. À Djambala, le lycée technique est en cours de construction. En at-

ment technique est dans un état de délabrement très avancé. Pas d'internat, pas d'enseignant qualifié et ceux qui tiennent cet établissement sont pour la plupart d'anciens élèves et n'ont pas le niveau requis. S'y ajoute l'éternel problème de manque de tables bancs.

Dans le département de la Cuvette-Ouest, Serge Blaise Zoniaba a visité le complexe agropastoral d'Ewo. Le ministre s'est

le collège d'enseignement technique féminin d'Ewo et le collège d'enseignement technique agricole d'Okoyo. Par manque de structures, le complexe agropastoral d'Ewo abrite le lycée et le collège. Le nouveau Lycée technique agricole d'Ewo est encore en construction et les travaux devraient prendre fin bientôt comme ceux du Centre d'enseignement, de formation et d'apprentissage. Le ministre

PROMOTION DE L'ÉCOTOURISME

Plus de 424 millions FCFA de budget prévisionnel

Les 849 231 dollars (424 615 500 FCFA) serviront à financer une quarantaine d'actions parmi lesquelles le document de stratégie pour le secteur de l'écotourisme au Congo.

Le ministère du Tourisme et de l'Environnement ainsi que le Programme des Nations unies pour le Développement, qui cofinanceront cette enveloppe financière, ont arrêté le nouveau plan opérationnel pour 2014. Au plan de travail annuel (PTA) de cette année, adopté lors d'un comité de pilotage, figure le schéma directeur prônant la promotion de l'écotourisme. Ce même document devra appuyer le développement d'un secteur touristique respectueux des principes du développement durable. Il devra aussi appuyer l'élaboration et la mise en œuvre des plans et stratégies de gestion des déchets.

La quarantaine d'activités retenues pour le PTA devront, à terme, permettre de disposer d'une nomenclature des établissements touristiques respectueux de l'environnement.

Le schéma directeur de développement du tourisme sera aligné sur les principes du développement durable. Il s'en suivra un plan d'action sectoriel pour la transition vers l'économie verte. L'élaboration du schéma directeur de gestion des déchets de la ville de Dolisie fait partie des priorités du PTA 2014.

Nancy France Loutoumba

CONGO-UNESCO

Un nouveau projet pour la formation des enseignants congolais

Le projet destiné à améliorer la formation des enseignants du primaire et du secondaire au Congo, qui a démarré le 1er janvier, est mis en place par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) en partenariat avec le gouvernement congolais et la République populaire de Chine.

La spécialiste des programmes dans la division de l'enseignement supérieur et de la formation des enseignants au secrétariat de l'Unesco à Paris, Mariana Patru, a séjourné récemment au Congo. Pendant son séjour, elle a eu des entretiens avec les autorités congolaises, parmi lesquelles le ministère de l'Enseignement supérieur, coordonnateur dudit projet. Ce projet d'amélioration de la formation des enseignants, qui couvre une période de trois ans, prendra fin en 2016. Au total, sept institutions de formation ont été identifiées à travers le pays. «*Nous sommes à l'étape du lancement, on va penser à définir quelques activités concrètes pour organiser des séminaires de formation et de renforcement des ca-*

pacités des institutions de formation des enseignants dans le pays. Il faut appuyer les enseignants pendant qu'ils exercent leur profession, ils ont toujours besoin d'améliorer leur pédagogie. Les enseignants sont confrontés aux problèmes d'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de communication, il faut qu'ils se sentent à l'aise dans la maîtrise de cet outil informatique», a-t-elle expliqué dans un entretien exclusif.

Mariana Patru a ensuite demandé au gouvernement congolais de continuer à appuyer l'Unesco dans tous les projets qu'elle mène dans le pays. Arrivée pour la première fois au Congo, elle a également rencontré plusieurs enseignants et formateurs qui ont sollicité l'appui de l'Unesco dans le renforcement de leurs compétences et l'amélioration de leur formation pédagogique. Ils souhaitent, a-t-elle commenté, qu'on puisse préparer mieux les nouvelles générations pour les défis du XXIe siècle pour divers métiers qui n'existent peut-être pas maintenant, mais qui sûrement vont

apparaître dans le futur.

Soulignons que ce projet a commencé en 2012 dans trois pays africains, à savoir l'Éthiopie, la Côte d'Ivoire et la Namibie. Depuis l'année dernière, cinq autres en ont bénéficié, notamment les deux Congo, la Tanzanie, l'Ouganda et le Libéria. «*Donc on parle de huit pays africains dans lesquels ce projet va être mené sur cette période de quatre ans. La formation se passe sur place, mais aussi dans la région, puisqu'à la fin du projet en 2016, il est envisagé l'organisation d'un séminaire régional regroupant toutes les institutions de formation de ces huit pays*». Parallèlement à ce nouveau projet, l'Unesco a lancé l'année dernière un autre programme de formation de 3 000 enseignants du primaire et du secondaire.

La spécialiste du programme section du développement des enseignants et des politiques éducatives à l'Unesco a, par ailleurs, visité le Musée-Galerie du Bassin du Congo des Dépêches de Brazzaville qu'elle a apprécié favorablement. «*C'est une très bonne initiative d'avoir une galerie faite comme un petit*

musée où l'on peut voir l'histoire, la culture, les traditions de ce pays qui est très différent des autres que nous connaissons. L'Unesco est une organisation des Nations unies, pas seulement pour l'éducation, mais pour la culture aussi. C'était une occasion lors de ma toute première visite dans votre pays de connaître mieux la culture, la civilisation, la beauté de votre pays et la beauté de l'âme parce que la culture c'est aussi l'âme d'un peuple», a-t-elle déclaré.

À travers sa peinture, l'image de la musique, a-t-elle poursuivi, on peut connaître un peuple. «*J'étais très impressionnée par la galerie. Si j'avais un conseil à prodiguer aux responsables de cette structure, c'est de continuer d'agrandir cette galerie, d'inviter les élèves et les enseignants, de les encourager à faire des visites parce que c'est de la sorte que l'on s'approprie sa culture, son histoire, et on va éduquer mieux les enfants dans un esprit de paix, de compréhension et de tolérance dans un monde qui connaît trop de conflits*», a conclu Mariana Patru.

Parfait-Wilfried Douniama



ASECNA

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL

L'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et Madagascar (ASECNA) lance un Appel d'offres Ouvert, pour la fourniture de tenues de travail pour son personnel technique et de tenue de sport pour son personnel pompier exerçant sur les sites de Brazzaville, Pointe Noire et Ollombo.

Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) peut être consulté et retiré contre la somme non remboursable de Vingt Mille (25 000) F CFA à partir du 03/03/2014, à la Représentation de l'ASECNA auprès de la République du Congo sise à l'aéroport de Maya Maya, BP 218 –Brazzaville – CONGO.

La date de remise des offres à la Représentation de l'ASECNA à Brazzaville est fixée au 04/04/ 2014 à 12 heures Locales, l'ouverture des offres en séance publique devant les soumissionnaires qui le désirent est fixée au même jour à 15 heures locales.

Le Représentant de l'ASECNA auprès de la République du Congo



ASECNA

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL

L'Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et Madagascar (ASECNA) lance un Appel d'offres Ouvert, pour la fourniture de consommables informatiques et divers fournitures pour ses bureaux de Brazzaville, Pointe Noire et Ollombo.

Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO) peut être consulté et retiré contre la somme non remboursable de Vingt Mille (25 000) F CFA à partir du 03/03/2014, à la Représentation de l'ASECNA auprès de la République du Congo sise à l'aéroport de Maya Maya, BP 218 –Brazzaville – CONGO.

La date de remise des offres à la Représentation de l'ASECNA à Brazzaville est fixée au 04/04/ 2014 à 12 heures Locales, l'ouverture des offres en séance publique devant les soumissionnaires qui le désirent est fixée au même jour à 14 heures locales.

Le Représentant de l'ASECNA auprès de la République du Congo

NOUVEAU HYUNDAI SANTA FE

Moteur 2,4 litres / 176 CV / 4 roues motrices / 7 places configurables à volonté
Boîte de vitesse manuelle 6 rapport + marche arrière / contrôle de freins en descente DBC, ...

SANTAFE

 NEW THINKING.
NEW POSSIBILITIES.

TRACTAFRIC MOTORS CONGO

> POINTE NOIRE
697 Bd du président Marien NGOUABI

Tel : (+242) 06 665 40 30
secretariat@sho-congo.com

> BRAZZAVILLE
113 av Edith Lucie BONGO ONDIMBA

Tel : (+242) 06 979 93 30
secretariat-bzv@sho-congo.com

JOURNÉE DU 8-MARS

Les femmes encouragées à s'affirmer dans le travail

Le ministre d'État, ministre du travail et de la sécurité sociale, Florent Ntsiba, a encouragé les femmes, le 8 mars à Brazzaville, à mieux exercer leurs fonctions

Face à des centaines de femmes représentantes de la société civile, des institutions politiques et d'organismes religieux pour échanger sur le thème de «L'égalité pour les femmes, c'est le progrès pour toutes et tous», le ministre a pris l'exemple d'une femme pilote qui sait mieux faire son travail et qui rassurait un passager sur les meilleures conditions du vol. Il a ainsi recouru aux anecdotes, récits et citations de l'historien grec Homère ainsi que de Simone de Beauvoir pour indiquer que les femmes devraient dépasser les préjugés.

En effet a dit Florent Ntsiba, «Dès son arrivée au monde, la femme subit l'influence de son entourage. Une imprégnation culturelle qui l'amène à se considérer comme inférieure à l'homme et à adopter les comportements qui découlent de cette transition. La femme est biologiquement femme mais elle devient culturellement femme c'est-à-dire une femme



Les participants

aux stéréotypes souhaités dans une société où le pouvoir est détenu par les hommes.» Le ministre a instruit les femmes à se débarrasser de toutes les angoisses occasionnées par les bouleversements de l'histoire. Allusion aux différents événements que le pays a connus. Louant le courage de la femme congolaise, il a ajouté: «Aux heures

les plus sombres de notre patrie, la femme congolaise a investi le meilleur d'elle-même. Et, sa force intérieure, loin de tout jugement (...) pour donner à notre pays à jamais, la paix (...) elles deviennent des âmes efficaces que lorsqu'apparaît la nécessité d'aller apporter dans le camp adverse les résultats escomptés.»

Au Congo, l'égalité des sexes est un principe reconnu par la constitution. Le ministre qui a paraphrasé le président de la République a d'ailleurs reconnu que «La problématique du genre a pris une dimension nationale. La femme congolaise a les mêmes droits que l'homme...» La femme congolaise bénéficie de la gratuité de la césa-

rienne et des traitements anti-palustres. L'autre conférencier, le secrétaire général de la préfecture de Brazzaville, Barthélemy Okiémi, a quant à lui, déclaré: «Au Congo, l'apparition d'une moindre discrimination des droits à l'égard de la femme est considéré comme un acte anticonstitutionnel et devra être sanctionné selon les prescriptions.»

La journée de la femme existe depuis plus de 30 ans. Elle a été officialisée en 1977 par l'ONU, avec une résolution proclamant qu'une Journée des Nations Unies pour les droits de la femme et devait être célébrée par les États membres.

Au fil du temps, la célébration a pris de l'ampleur, les mouvements féministes du monde entier profitant de cette journée pour donner de l'écho à leurs revendications.

Violences conjugales, égalité salariale, mariage forcés, droit à l'éducation, lutte contre les stéréotypes...sont autant de questions abordées chaque 8 mars partout dans le monde. En 2014, le thème pour la journée internationale de la femme 2014 est: «L'égalité pour les femmes, c'est le progrès pour toutes et tous».

Fortuné Ibara

Une action en faveur des femmes détenues à la maison d'arrêt de Brazzaville

L'ONG présidée par Serges Bouya a sensibilisé, le 7 mars, une vingtaine de femmes incarcérées à la maison d'arrêt de Brazzaville avant de leur offrir des vivres et non-vivres. La délégation était conduite par la secrétaire générale de la fondation, Bienvenue Gertrude Hobain-Mongo.

L'humanité célèbre le 8 mars de chaque année la Journée internationale de la femme. Cette année, l'évènement est placé sous le thème: «Égalité pour les femmes: c'est le progrès pour toutes et tous». En relation avec cette thématique évocatrice, la fondation Aide et solidarité a organisé cette rencontre pour rappeler aux femmes détenues qu'elles ont aussi des droits et devoirs. «Nous avons choisi cette catégorie de personnes parce que physiquement, elles ont perdu quelque chose dans leur dignité: elles ne peuvent plus se mouvoir étant donné qu'elles sont là, fixées à la maison d'arrêt. Nous avons pensé que par rapport à ce thème, il fallait venir ici pour célébrer cette journée avec les femmes détenues. C'est juste pour leur rappeler que le fait d'être in-

carcérées ne signifie pas qu'elles n'ont plus de droits: ce sont des humains, elles ont un droit vis-à-vis de l'État et l'État a aussi un droit à leur égard», a expliqué la secrétaire générale.

Médecin de la fondation, le Dr Carmel Miembanzila Matoko a rappelé aux détenues que certaines personnes pensent que lorsqu'on est incarcéré, on n'a plus de droits, mais seulement des devoirs, alors que ce n'est pas le cas. «Nous sommes venus vous rappeler que vous avez des droits: droit à la vie, droit à liberté qui est restreinte pour vous par rapport au motif qui vous a amené ici, mais cela ne veut pas dire que vous perdez les autres droits. Vous avez aussi droit à la santé, à l'éducation. Vous avez également un droit supplémentaire qu'il faut exercer pour vous préparer à sortir. [...] Il y a des femmes qui sont sorties de prison qui ont fait de grandes choses», a-t-elle rappelé, demandant aux détenues de ne pas penser seulement au présent, mais plutôt à l'avenir.

La fondation a ensuite remis des vivres et non-vivres (riz, poissons salés, bidons d'huile, seaux, pièces d'étoffes, sandales, savon) aux responsables de la maison

d'arrêt qui les ont transmis aux bénéficiaires. «Nous sommes venus avec ce que nous appelons des kits de dignité, qui comprennent ce dont les femmes ont besoin, comme des serviettes hygiéniques, du savon et bien d'autres choses. Nous avons demandé aux responsables de la maison d'arrêt de ne pas hésiter à nous faire signe s'il y a un problème concernant ces femmes. C'est une façon d'alléger la tâche de l'administration pénitentiaire», a conclu Bienvenue Gertrude Hobain-Mongo.

S'exprimant au nom du directeur de la maison d'arrêt, Fernand Nganiami Peya s'est félicité du geste de la fondation Aide et Solidarité dont l'une des missions est de prendre en charge des détenues. «Ces kits de dignité rentrent dans le cadre de notre rôle d'humanisation des prisons que nous faisons à la maison d'arrêt. Nous avons besoin de beaucoup de soutien. C'est vrai que le gouvernement fait un effort très patent en ce qui concerne la prise en charge de la maison d'arrêt de Brazzaville, mais il y a toujours quelque chose qui peut venir de l'extérieur qui



Remise des vivres et non-vivres. (© Adiac)

nous est utile. Nous n'avons pas toujours ce qu'on veut pour faire notre travail correctement et faire en sorte que les détenus vivent dans de bonnes conditions», a-t-il expliqué. Ce geste a été également encouragé par les bénéficiaires. «Beaucoup de choses nous manquent ici: les serviettes hygi-

niques, l'eau de javel, parfois des draps, des sous-vêtements. Nous sommes contentes de ce don [...]. Je suis ici depuis sept mois, je n'ai jamais été entendue et je ne sais pas la cause qui m'a amenée à la maison d'arrêt», a expliqué la responsable des femmes détenues.

Parfait Wilfried Douniama

Store

Nouveau
LENOVO Edge 72z
712 500 FCFA HT

Unité avec Pro 64

Extension garantie 2 ans
pour matériel
90.000 FCFA HT

Installation Bureau/Atelier
100.000 FCFA HT

CONTACTEZ NOUS DES AJOURD'HUI

info@ofis-store.com
www.ofis-store.com

OFIS TRAINING

- Installation Bureau/Atelier de base pour le suite MICROSOFT OFFICE 2013. Une demi journée de formation.
- Extension de garantie 2 ans retour Atelier. Selon conditions d'utilisation normales, hors casse matériel et bris d'écran, et hors support LOGICIEL.

Agence de Brazzaville:
Boulevard Sankou Nganane Centre-Ville
Face au Ministère des Postes & Télécommunications

MARS ATTACK

by CFAO



QUANTITÉ LIMITÉE À PARTIR DE

12.200.000 FCFA HTVA



Pointe-Noire : 13 Rue Côte Matève
Brazzaville : Bid Denis Sassou Nguesso
www.cfaomotors-congo.com

BP 1110 - Tél.: (242) 05 550 17 78 / 06 665 44 65
BP 247 - Tél.: (242) 05 504 93 33 / 06 665 14 38/39



le monde de l'informatique

Promotion spéciale

Ordinateurs portables **acer**

Acer Aspire E1-570

Spécificités

- * Intel Core i5-3337U, Système Windows 8
- * 1.8 GHz with Turbo Boost up to 2.7 GHz
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **479.000** TTC

Acer Celeron (Rouge et Gris)

Spécificités

- * Intel Celeron, Processor (2.2 GHz), Système d'exploitation Windows 7
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD, 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **265.000** TTC

Acer Aspire V5-131

Spécificités

- * Intel Celeron
- * Système d'exploitation Windows 7
- * 2 GB DDR3 Memory, 320 GB HDD
- * 11.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **259.000** TTC

Avenue Alphonse Fondere, Immeuble C.N.S.S, City-center, Centre-ville, Brazzaville, République du CONGO
Tel: 00242 05 381 34 34 / 06 881 34 34 - Courriel: info@terratch-cg.com - Web: www.terratch-cg.com

AMC Telecom

VIVA NET

Installez Internet + un routeur Wifi à

123.000 FCFA

Bénéficiez d'une Connexion Haut Débit

de 1 Mbps à partir de **30.000 FCFA**

Brazzaville : Avenue Alphonse Fondere, Immeuble C.N.S.S, 1er étage, Centre-ville, République du Congo
Pointe-Noire : Avenue Charles De Gaulle, Centre-ville (en face de l'hôtel MIGITEL), République du Congo
Téléphones : 00242 05 545 07 60/ 06 950 53 02/ 06 888 81 81
Courriel : support@amc-telecom.com
Web : www.amc-telecom.com

RELIGION

Le pape estime urgent de lever « les obstacles pesants » dans l'entente entre chrétiens

Le chef de l'Église catholique confirme son engagement dans le dialogue avec les chrétiens des autres confessions.

Le pape a accueilli vendredi, au Vatican, le secrétaire général du Conseil œcuménique des Églises, le Suédois Olav Fykse Tveit, accompagné de l'exécutif de cette organisation qui œuvre pour aplanir les difficultés entre chrétiens. Il est vrai que, vu du dehors, les tensions parfois âpres entre protestants, orthodoxes, catholiques, tous chrétiens, ont quelque chose de surréaliste. C'est pourquoi le pape François a loué le travail considérable accompli par le Conseil œcuménique des Églises depuis sa création. Il a permis de former à la prise de conscience que les divisions entre chrétiens constituaient «un obstacle pesant dans le témoignage de l'Évangile dans le monde.»

Ces obstacles, a-t-il dit, «ne peuvent être acceptés avec résignation comme s'ils ne constituaient que des composantes inévitables de l'expérience historique de l'Église. Si les chrétiens devaient ignorer l'appel à l'unité que leur a lancé le Seigneur, ils risquent à leur tour d'ignorer le Seigneur Lui-même et le salut qui vient de Lui». Ce salut est offert à travers son Corps qui est l'Église, communauté des croyants, car un tel salut ne réside en nul autre et en rien d'autre. Pour le pape François, les relations entre l'Église catholique et le Conseil

œcuménique des Églises, développées depuis le temps du Concile Vatican II (1963), ont permis de dépasser les incompréhensions réciproques et d'établir une collaboration sincère, un échange des talents des diverses communautés. La marche vers la pleine communion est claire. Elle est encore pavée de difficultés, «mais l'Esprit nous invite à ne pas avoir peur; à aller de l'avant avec confiance, à ne pas même nous contenter des seuls progrès que nous avons accomplis au cours de ces décennies», a reconnu le pape.

Le souverain pontife estime que, dans cette marche, la prière est essentielle; une prière humble et insistante pour parvenir au merveilleux but, au discernement et à la motivation pour offrir un service indiscriminé à toute la famille humaine, dans ses faiblesses mais aussi dans ses nécessités, spirituelles ou matérielles. Il faut tout faire pour repérer et lever au plus vite, dans une volonté commune à tous les chrétiens, les derniers obstacles qui subsistent pour que les chrétiens témoignent enfin que leur foi les pousse à aller ensemble vers une même direction, mus par la force d'une même inspiration qui est Jésus, a-t-il recommandé.

Lucien Mpama

DÉBATS

Les Italiens se remettent à émigrer !

L'Afrique centrale devient terre d'émigration pour de nombreux Italiens qualifiés.

Une université de Venise tenait vendredi une rencontre sur «la nouvelle émigration italienne».

De tout temps, les Italiens ont migré. De Marco Polo à Pierre Savorgnan de Brazza (de nationalité française) en passant par Christophe Colomb, l'Italie a toujours eu des fournis dans les jambes, dérangée par l'envie de franchir montagnes et mers pour aller voir ailleurs. Cela a donné à l'histoire un patrimoine de découvertes et de réalisations parfois insoupçonnées (au fait, qui se rappelle que le stade de football de Pointe-Noire s'est appelé Franco Anselmi ?).

Il ressort de la rencontre universitaire de vendredi que les Italiens sont aujourd'hui 4 387 000 à résider à l'étranger. Le temps n'est plus où il fallait fuir l'adversité, la famine, la pauvreté ou la guerre, mais la crise a aussi eu ses effets. L'émigration italienne d'aujourd'hui se fait toujours sur une base volontaire, certes, mais les motivations en sont variées. Au point qu'aux destinations traditionnelles s'en sont ajoutées d'autres.

Les cinq pays de prédilection de l'immigration italienne restent toujours la Suisse et l'Allemagne (plus de 500 000), la France (366 000), la Belgique (252 000), le Royaume-Uni (200 000) et l'Argentine. Mais il s'y ajoute deux autres pays, africains : le Mozambique et l'Angola. Et, plus surprenant, selon les universitaires, en neuvième position des pays de récente implantation

des Italiens à l'étranger, on compte désormais... la Chine ! On y remarquerait de plus en plus de jeunes en stage de formation dans les usines. La rencontre-étude a également permis de dessiner le profil de ces nouveaux migrants. Il s'agit de populations jeunes, à très grande majorité urbanisées et instruites, tranchant avec les vagues rurales qui bâtirent les chemins de fer ou les gratte-ciels des États-Unis ou du Canada et qui se chargèrent de «bonifier» les marais insalubres en Patagonie (Argentine) au cours des deux derniers siècles. Une autre différence, notent les chercheurs, est que de plus en plus de jeunes femmes s'insèrent dans ce processus, décidant d'aller faire carrière à l'étranger. Mais pour cette catégorie, les distances à parcourir sont parfois moins longues, puisque l'Espagne commence elle aussi à attirer de plus en plus de jeunes Italiennes. Démontrant qu'on est finalement toujours l'immigré de quelqu'un, les étrangers italiens qui émigrent aujourd'hui sont hautement qualifiés et constituent ce qu'en anglais on qualifie de «skilled emigration». Dans le lot, en effet, beaucoup sont très diplômés et n'ayant pu trouver du travail dans leur pays du fait de la crise, ils ont décidé d'aller se réaliser ailleurs. C'est peut-être là un trait commun à beaucoup d'immigrations au XXI^e siècle, même africaines, si l'on exclut celles provoquées par les guerres.

L.Mp.

HOMMAGE

L'ambassadrice Norma Borges appelle à poursuivre l'œuvre d'Hugo Chavez

Un an après le décès d'Hugo Chavez, les Vénézuéliens du Congo ont joint leurs voix à celles de tous leurs compatriotes pour rendre hommage, le 5 mars, à celui qu'ils désignent encore aujourd'hui comme «le commandant en chef» de leur nation.

À Brazzaville, l'événement a été placé sur le thème: «Par ici est passé Chavez». Une occasion pour l'ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire du Venezuela au Congo, Norma Borges, d'inviter ses compatriotes à poursuivre l'œuvre inachevée d'Hugo Chavez, un homme qui a «changé l'histoire du Venezuela et ouvert les yeux à un peuple qui continue à l'aimer et à le respecter après sa mort». «Nous réitérons au monde que nous continuerons de travailler dans tous les sens pour la pleine construction de ce nouveau pays que tu nous as légué, ce pays que tu

nous as invités à rêver, et qui est une réalité», a déclaré la diplomate.

Norma Borges s'est réjouie que le Venezuela soit devenu un pays «juste et solidaire» grâce à la contribution personnelle d'Hugo Chavez. «Nous sommes sur le chemin de la croissance et de la transformation», s'est-elle félicitée, ajoutant qu'avec «les armes idéologiques» acquises auprès de ce dernier, les Vénézuéliens ne laisseront plus jamais personne leur «arracher» cette patrie.

«Aujourd'hui, nous avons foi que tes œuvres et ta pensée continueront à transcender au-delà du temps et de l'espace. Nous suivrons fidèlement tes enseignements, nous continuerons ton héritage en travaillant jour après jour aux côtés des plus pauvres avec amour patriotique et beaucoup de conviction», a ajouté l'ambassadrice. Elle a souligné que «ceux qui meurent

pour la vie ne peuvent pas s'appeler des morts», une façon pour elle d'immortaliser Hugo Chavez, terrassé par un cancer il y a un an après quatorze années au pouvoir. «Aujourd'hui, et pour toujours, on se souviendra de toi comme d'un géant de la politique latino-américaine et du monde, car tu as été partisan d'un nouvel ordre mondial. Ton engagement et ta persévérance ont permis aux peuples oubliés d'être pris en compte», a poursuivi Norma Borges.

Des diplomates et des représentants des organisations internationales, entre autres, ont participé à cette célébration, qui s'est déroulée au Centre culturel russe de Brazzaville. La vie et le parcours d'Hugo Chavez, qui font également l'objet d'une exposition photo, ont été rappelés à cette occasion dans un commentaire et illustrés d'un documentaire.

Nestor N'Gampoula

CAMEROUN

Une conférence du FMI sur le financement des infrastructures

Le Fonds monétaire international (FMI) et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (Céac) tiendront, le 10 mars, une conférence régionale sur le financement des infrastructures en Afrique centrale.

La rencontre s'articulera autour de quatre sessions qui auront pour thèmes : financements intérieurs et internationaux des infrastructures nationales et régionales ; partenariats public-privé : opportunités et risques ; enjeux et défis du financement des infrastructures nationales et régio-

nales ; études de cas sur les partenariats public-privé (PPP). Par ailleurs, en marge des activités, une table ronde sur les leçons et perspectives sera également organisée. Elle sera animée par Anne-Marie Gulde-Wolf, directrice adjointe au département Afrique du FMI.

Au cours de cette réunion, les participants passeront en revue plusieurs questions, notamment celles relatives au décaissement des ressources nécessaires au financement de projets d'infrastructures, à l'examen de leurs modes de financement à long terme à travers les emprunts

classiques ainsi que syndiqués et les émissions obligataires, sans oublier les opportunités pouvant découler de ces partenariats public-privé. La conférence examinera aussi l'équilibre nécessaire entre le développement des infrastructures - y compris les coûts de maintenance - et la viabilité des dettes.

Selon le FMI, la conférence réunira des décideurs de haut niveau de la Céac, des experts issus d'institutions internationales et des représentants du monde universitaire ainsi que du secteur privé.

Rock Ngassakys

GUINÉE ÉQUATORIALE

Malabo entre dans le capital de la cinquième banque portugaise

La Guinée Équatoriale vient d'entrer dans le capital de la Banco Internacional do Funchal (Banif), la 5^e institution financière du pays. Du coup, Lisbonne ne semble plus s'opposer à l'adhésion de plein droit de ce pays d'Afrique centrale hispanophone comme membre de la Communauté des États de langue portugaise

(CELP). La Banif aurait perdu 470 millions d'euros en 2013. Elle est devrait donc procéder à des augmentations de capital pour réduire la part de l'État qui se situe autour de 70%. C'est la Société nationale de gaz de Guinée Équatoriale (Sonagas) qui serait chargée d'injecter 133 millions d'euros et, du coup, obtiendrait 11%

des parts de la banque. Malabo serait également intéressée par une entrée au capital de la Banque portugaise (BCP) à hauteur de 11%, dont plus de 20% appartient déjà à la Sonangol, et le Fonds d'investissement inter-Océanico, deux compagnies angolaises.

Noël Ndong

CENTRAFRIQUE

L'Angola octroie une aide de 10 millions de dollars

En visite officielle en Angola, la présidente centrafricaine de transition, Catherine Samba-Panza, a rencontré son homologue, José Eduardo dos Santos.

À l'occasion de cette visite, Luanda a annoncé l'octroi d'une aide de 10 millions de dollars à Bangui. Cette annonce a été faite à la télévision par le directeur Afrique du ministère angolais des Affaires étrangères, Joaquim

do Espirito Santo, qui a déclaré que son pays allait fournir une aide à la Centrafrique pour soutenir le fonctionnement du gouvernement de transition et répondre à la crise humanitaire en cours. Il a aussi fait état d'un accord possible sur l'ouverture d'une ligne de crédit à la Centrafrique. Catherine Samba-Panza a indiqué que les besoins de son pays étaient énormes et qu'elle comptait

sur «l'appui de [ses] frères africains.»

Luanda a appelé à un renforcement de la coopération africaine pour assurer le retour de la stabilité sur le continent, mais a renoncé à envoyer des troupes à l'étranger.

Entre temps, les Nations unies plaignent pour l'envoi de 12 000 Casques bleus en Centrafrique pour mettre fin aux violences intercommunautaires.

N.Ndng

CONGO-CHINA

Dix-huit personnes honorées à l'occasion des 50 ans de coopération

Dans le cadre de la célébration des cinquante ans de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays (22 février 1964), l'association a organisé le 5 mars, à l'ambassade de Chine au Congo, une cérémonie de congratulation de neuf femmes Congolaises et quatre Chinoises qui se sont distinguées dans leur secteur d'activités ainsi que de cinq cadres sino-congolais ayant investi sur le projet Imboulou.

Ces femmes ont été choisies, d'après le vice-président de l'Association Congo-China First, Eddie Janvier Bouhika, pour leur abnégation, leur sens du devoir, leur engagement pour le travail bien fait dans leurs divers secteurs d'activités, leurs sociétés et leurs administrations.

Pour le Congo, ont été distinguées Rosalie Matondo, conseillère du président de la République, chef du département de l'économie forestière, du développement durable, de l'environnement et de la qualité de la vie ; Gisèle Ngondo, directrice de cabinet du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération ; Laure Mabounda, chef d'agence La Congolaise des banques de Pointe-Noire ; Scholastique Diazinga, directrice de la coopération et des relations internationales à l'université Marien-Ngouabi ; Gisèle Ambiero Allandzia, directrice des ressources humaines au ministère des



Les personnes congratulées par l'Association Congo-China First

Finances. Pour le compte de la Chine, il s'agit de madame Whang, attachée à l'ambassade, Liu Yin Ying, Liu Feng Xue, Zhao Ning Ning.

« Cette distinction honorifique traduit assurément les qualités et les talents des unes et des autres dans leurs domaines d'activités respectifs. Si la promotion des femmes congratulées en 2012 avait pour nom de baptême *Mayombe* et celle de 2013 *Maya-Maya*, celle de cette année a pour nom *Imboulou* », a rappelé Eddie Janvier Bouhika, indiquant que cette rencontre s'inscrivait également dans le cadre du Mois de la femme.

Ayant œuvré pour la réalisation du

projet de construction de la centrale hydroélectrique d'Imboulou, Bruno Jean Richard Itoua, ancien ministre de l'Énergie et de l'Hydraulique, chef dudit projet, Léon Ibovi, coordonnateur du projet, Oscar Otoka, coordonnateur technique aux Grands Travaux et Thomas Omoko, pour le Congo, ainsi que trois Chinois ont été congratulés. Selon le chargé d'affaires de l'ambassade de la République populaire de Chine au Congo, Liu Cunxiao, l'amitié sino-congolaise remonte très loin dans l'histoire et se développe sans discontinuer. Depuis l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et le Congo, a-t-

il rappelé, les deux pays voient leur confiance politique mutuelle se renforcer de jour en jour et leurs échanges de haut niveau se multiplier. « 2014 marque le cinquantième anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et le Congo. Sur invitation du président chinois Xi Jinping, le président de la République du Congo, Denis Sassou N'Guesso, va effectuer une visite d'État en Chine. Nous sommes profondément convaincus que cette visite va promouvoir davantage le développement des relations d'amitié et de coopération entre les deux pays », a-t-il souhaité. Patronnant la cérémo-

nie, le ministre de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique, Bruno Jean Richard Itoua, président d'honneur de l'Association Congo-China First, est également revenu sur la nature des relations sino-congolaises. D'après lui, les pionniers pour l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays en février 1964, quatre ans après l'accession du Congo à la souveraineté internationale, avaient une vision nette et grandiose du devenir de cette amitié qui n'a cessé de se renforcer au fil du temps.

« L'engagement de nos chefs d'État, qui ne ménagent aucun effort pour développer et intensifier cette coopération, n'est plus à prouver aux yeux de nos populations respectives. Le peuple du Congo voit, observe, touche du doigt, les prouesses technologiques, admire le dynamisme, le dévouement de nos amis chinois, qui, à n'en point douter, vivent avec nous dans nos quartiers communs comme des poissons dans l'eau. Mon constat est que notre coopération bilatérale ressemble, chaque jour qui passe, à un feu qui brille de façon pérenne, ceci grâce à la ténacité de nos deux peuples », a souligné le ministre. Soulignons que l'Association Congo-China First a été créée en 1997 pendant la guerre du 5-Juin que le Congo a connue.

Parfait Wilfried Douniama

Store
OFIS



155.000
FCFA HT



Réf.16050103

Extension garantie

1 an

retour atelier

30.000 FCFA HT

#21 020 200

Initiation Bureautique

50.000 FCFA HT

#21 110 009

Ordinateur

Dell Optiplex GX755
Intel Core Duo
RAM : 1Go
Windows Original
Disque Dur 80Go
Garantie 90 jours

LibreOffice + Antivirus Microsoft
Offerts

• **Initiation Bureautique de base.**
Une demi journée de formation.

• **Extension de garantie 1 an retour Atelier.**
Selon conditions d'utilisation normales, hors casse matériel et bris d'écran, et hors support LOGICIEL.



Tel. 06 600 0000

Agence de Pointe-Noire
319, Avenue Charles De Gaulle
Face à l'Hôtel Migitel

CONTACTEZ NOUS DES AUJOURD'HUI

info@ofis-store.com
www.ofis-store.com

Tel. 01 600 0000

Agence de Brazzaville
Boulevard Sassou Nguesso Centre-Ville
Face au Ministère des Postes & Télécommunications

DIPLOMATIE

Les rendez-vous de la France

À propos des conflits au Mali et en Centrafrique, la France a lancé en janvier et en décembre 2013 deux opérations militaires respectivement baptisées "Serval" et "Sangaris", pour contrer l'avancée de groupes terroristes vers Bamako chez l'un, et protéger les civils en proie à la rébellion de Séléka chez l'autre. Ces interventions militaires sont perçues par certains observateurs comme le retour du "gendarme de l'Afrique". Concernant la crise syrienne, la Conférence des Amis du peuple syrien s'est tenue à Paris en juillet 2012 à l'initiative de la France. Celle-ci a été la première à reconnaître, deux mois plus tard, la coalition nationale comme représentante légitime du peuple syrien. Plus tard à Genève, la France s'est jointe aux efforts diplomatiques internationaux pour mettre en œuvre une transition politique dans le pays, une proposition soutenue par l'Occident mais contestée par la Russie et la Chine. En ce qui concerne la crise nucléaire iranienne, M. Fabius a affirmé que la France, qui fait partie du groupe P5+1, a apporté sa contribution à la conclusion, en novembre dernier, à Genève, d'un accord de première étape sur le programme nucléaire de l'Iran. Ce document a confirmé le droit de l'Iran au nucléaire civil, tout en limitant l'accès de Téhéran à l'arme nucléaire, élément qui préoccupe les Occiden-

taux. La France est déterminée à "faire entendre sa voix, sur tous les enjeux, sur tous les conflits, sur toutes les crises", s'est engagé le président François Hollande lors de la XXIe conférence des ambassadeurs organisée en août 2013 à Paris ayant pour thème "La France, puissance d'influence". Cette ambition se fonde notamment sur la vision du gouvernement français à l'égard du monde actuel. Selon le chef de la diplomatie française, le monde d'aujourd'hui est plutôt a-polaire ou zéro-polaire. Constitué de nombreux acteurs, le monde se déploie en effet sans que l'un de ses acteurs, ou une régulation établie par plusieurs d'entre eux, n'assure une gouvernance mondiale efficace et incontestée, ce qui permet à la France de jouer un rôle utile dans la résolution des crises et des défis. Par conséquent, la crise ukrainienne en cours sera une nouvelle occasion pour la France de montrer ses capacités de bons offices. Comme l'a dit M. Fabius : "Les bouleversements du monde imposent, eux aussi, de regarder la société internationale avec ce que les photographes appellent un grand angle pour être clairs sur la place qu'y occupera notre pays et sur les moyens de promouvoir nos intérêts et nos valeurs".

Xinhua

CRISE UKRAINIENNE

Mise au point de l'ambassade de Russie au Congo

Les Dépêches de Brazzaville ont publié dans leur numéro 1954 du mardi 5 mars 2014, un article sous le titre «La Russie prête à stopper ses manœuvres militaires». Cet article a fait réagir l'ambassadeur de Russie au Congo, Y. Romanov, à travers une lettre adressée à notre rédaction et dont voici un large extrait.

«Les forces armées russes (la flotte de la Mer noire) sont déployées en Crimée conformément aux accords signés entre la Russie et l'Ukraine le 28 mai 1997. En 2010 la durée de ces accords a été prorogée, ce qui permet à la Flotte de la Mer Noire de rester en Crimée jusqu'en 2042. Les forces armées russes n'ont jamais envahi la Crimée et se trouvent sur la péninsule conformément auxdits accords qui envisagent le déploiement de 25 mille soldats russes, de 4 systèmes d'artillerie, de 132 voitures blindées, et de 22 avions militaires. Les formations qui ont bloqué des unités militaires

en Crimée ne font pas partie de l'armée russe, il s'agit des forces d'autodéfense de Crimée. Comme l'a souligné le président Vladimir Poutine, la Russie ne participait pas à la formation de ces forces d'autodéfense. Les allusions de la presse étrangère au sujet de l'occupation de la Crimée par des soldats ne correspondent pas à la réalité. En même temps, il est à souligner que la Russie n'entrera jamais en guerre contre ce pays frère qu'est l'Ukraine et utilisera ses forces armées conformément au droit international et aux engagements de la Russie. La Russie se réserve le droit d'utiliser, le cas

échéant, les forces armées pour défendre les compatriotes - les 7 millions de Russes et les 26 millions de russophones habitant en Ukraine au cas où leur vie serait mise en danger par des forces extrémistes de Kiev qui ont lancé un appel à tuer les Russes, les Juifs et toute personne de nationalité non ukrainienne. En ce qui concerne les manœuvres de l'armée russe dans la partie européenne de la Russie, elles ont été menées indépendamment des événements en Ukraine. Toutes les troupes ont regagné leur base après la fin de l'inspection. »

Promotion...2014




Ordinateur Portable

HP 2000

Processeur: **AMD 3.06 Ghz**
 Ram: **4 Go**
 Disque dur SATA: **320 Go**
 Graveur: **DVD**
 Ecran: **15.6"**

220.000 Fcfa



12.000 Fcfa

Antivirus + 2 Postes

KASPERSKY



Stock Limité !!

Cartouches à Jet d'encre



8.500 Fcfa

9.500 Fcfa

Avenue Félix EBOUE, en face de la Tour NABEMBA
 E-mail: societeyaya02@gmail.com/ Tél:00242 055322892





Assurances et Réassurances du Congo

Nous vous **accompagnons** pour tous vos **besoins** en **assurances.**

ASSURANCE AUTOMOBILE	ASSURANCE INDIVIDUELLE ACCIDENT
ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE	ASSURANCE TOUS RISQUES (Chantiers, Montages et Essais)
ASSURANCE MALADIE	ASSURANCE INCENDIE
ASSURANCE VOYAGE	ASSURANCE MULTI-RISQUES HABITATION
ASSURANCE TRANSPORT	ASSURANCE SCOLAIRE
ASSURANCE GLOBALE BANQUE	

ASSURANCE MULTI-RISQUES BUREAU

Protégez votre entreprise dès maintenant!

Nous vous ouvrons les portes du Moyen-Orient

Brazzaville - Dubaï
3 Vols directs / semaine



www.flyecair.com + 242 065 09 05 09 (Congo)

+ 971 4 282 21 99 (Dubai)

relationclients@flyecair.com + 33 01 78 77 78 77 (France)

 **ECAir**
Bienvenue chez vous.

FRANCOPHONIE

L'OIF publie un dictionnaire français-lingala-sango

Pour développer l'apprentissage des langues nationales du Congo, de la République démocratique du Congo (RDC) et de la Centrafrique, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) vient de publier un dictionnaire trilingue français-lingala-sango, avec la participation de spécialistes français, des deux Congo et de la Centrafrique. Ce dictionnaire de 15 000 mots propose également des éléments de grammaire et de conjugaison et s'inscrit dans le cadre du programme «Élan Afrique», visant à promouvoir les langues nationales en Afrique subsaharienne. Deux autres dictionnaires devraient suivre à la fin de cette année, en français-mandé-pular et français-swahili-haoussa.

Noël Ndong

MUSIQUE

L'album "Conjugaison" disponible sur le marché en fin mars

L'opus tant attendu d'Oxy Oxygène et son groupe Universal zangul sera présent sur le marché du disque dans quelques jours. Preuve de cette sortie imminente de l'album, la maison Letiok productions vient de terminer une campagne de distribution des affiches.

Trois clips promotionnels accompagneront la sortie de cet opus parmi lesquels «Je - tu». Des pronoms personnels qui donnent la force à *Conjugaison* le titre de l'album. Selon les producteurs, les extraits de l'album seront diffusés sur les différentes chaînes de télévision. On y verra principalement *Tonga ya zaga-zaga* et *Maboko miké*.

Le général Sotonyoto, Oxy-Oxygène dit Papa yaya (l'homme qui a passé 9 mois pile-pile dans le ventre de sa mère avec accouchement sans douleur tel qu'il veut désormais se faire appeler) annonce que l'album contient des merveilles qui feront le bonheur des mélomanes. D'ailleurs, les fans de l'artiste, pour avoir eu le privilège de découvrir quelques morceaux lors des répétitions, attestent que l'album sera un succès. Entre autre titres attendus : Je-tu (générique), A genou, *Tonga ya zaga-zaga*, *Maboko miké*, *Kaké ya élanga*, *Zukuru*, *Annive mapassa*, *Protecteur O*, *Costume* (deuxième générique), et l'Ingénieur de référence.



collègues musiciens qui ont des albums à mettre sur le marché du disque d'attendre encore. Et ceci quel que soit l'artiste. Car, les vagues sont de 36 mètres. Il serait mieux pour eux d'attendre que le cyclone passe. Maintenant, il est trop tard pour eux.»

Un concert Universal zangul uni

Le concept devient pratiquement à la mode. En effet, après une sérieuse observation des différents concerts organisés ces dernières années, Fred Mamon productions et la mairie de Pointe-Noire pensent que le meilleur concert organisé à Pointe-Noire demeure celui du groupe Universal zangul lorsqu'ils étaient tous au grand complet. C'est ainsi qu'ils ont décidé de produire, sur le même podium, le groupe Universal zangul d'Oxy Oxygène avec les anciens sociétaires de ce groupe, à savoir : Papy Basting, Roussel Yaourt, Kerson, Typhoïde, etc.

Cet évènement, vraisemblablement attendu par les Ponténégrins, aura lieu le 29 mars prochain au Mess des officiers. reste à croiser les doigts pour que tout se déroule normalement.

Bruno Okokana

Interrogé sur la longue attente à laquelle il a soumis ses mélomanes, Oxy Oxygène pense qu'« Il faut apprendre à être patient dans la vie, surtout que le terrain est vide.» Provocation d'artiste: «Je demande à mes

Pas de crédit ?
Garde le **SOURIRE** avec

WARID
SO-V-NGA

Appelle maintenant, Paie plus tard.

Pour emprunter du crédit de communication :
Compose *1818*1# OK pour obtenir 100 FCFA de crédit.
Compose *1818*2# OK pour obtenir 200 FCFA de crédit.

Le crédit emprunté est remboursable à la prochaine recharge
Offre soumise à conditions.

www.waridtel.cg | 04 400 01 23 ou 123

WARID
Passer à l'action

BUROTOP IRIS
www.burotop.com

hp
GOLD PARTNER

Ordinateur portable HP COMPAQ

- ▶ Processeur Intel Dual Core à 2.4 GHz
- ▶ Mémoire RAM 4 Go
- ▶ Disque dur de 500 Go
- ▶ Ecran panoramique 15.6"
- ▶ Garantie 1 an

+ 1 sac offert

225.000 FCFA *HT

Prix HT, paiement au comptant, ne concerne pas les clients à terme, dans la limite de 1 pièce par client.

BRAZZAVILLE: 4 Avenue FOCH, Centre ville - Tel: 05 5777 888 - 06 669 60 60
POINTE-NOIRE: Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Tel: 04 453 53 53 - 06 958 87 88

MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES, DU PLAN, DU PORTEFEUILLE PUBLIC ET DE L'INTEGRATION
 PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE TRANSPARENCE ET DE GOUVERNANCE
 Crédit n° 5063 -CG
 Unité d'Exécution du Projet
 B.P 2116 Brazzaville, République du Congo, Tel : 06 921 91 16 ; 06 635 50 36, Courriel : prctg@yahoo.fr

AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATION D'INTERET

N° 09C/MEFPPPI-CAB/PRCTG-SPM/14

« Recrutement d'un consultant individuel international pour la formation de vingt (20) techniciens de l'équipe d'exploitation fibre optique du Ministère de l'Economie, des Finances, du Plan, du Portefeuille Public et de l'Intégration (MEFPPPI) »

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu auprès de l'Association Internationale de Développement (IDA) un crédit n° 5063-CG, pour le financement des activités du Projet de Renforcement des capacités de Transparence et de Gouvernance (RRCTG), et a l'intention d'utiliser une partie du montant dudit Don pour financer les services de consultants ci-après : Recrutement d'un Consultant individuel international pour la formation de vingt (20) techniciens de l'équipe d'exploitation fibre optique du MEFPPPI»

2. La formation vise de manière générale à permettre au vingt (20) techniciens de l'équipe d'exploitation fibre optique du MEFPPPI d'acquérir les compétences techniques sur l'exploitation de l'infrastructure fibre optique.

Les objectifs spécifiques sont :

i) former les vingt (20) techniciens de l'équipe d'exploitation fibre optique du MEFPPPI sur les technologies pratiques de la soudure, de la réflectométrie, de la certification et sur la théorie des réseaux LAN/WAN ;

ii) rendre apte et autonome les techniciens d'exploitation de l'infrastructure fibre optique du ministère.

La durée de la mission est de trente (30) jours ouvrables.

3. L'Unité d'Exécution du PRCTG invite les candidats intéressés à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir des informations pertinentes indiquant leurs capacités techniques à exécuter lesdits services. Le dossier de candidature devra comporter les renseignements suivants :

- les copies des diplômes ;
- les compétences du candidat pour la mission, notamment l'indication de références techniques vérifiables en matière de missions similaires (liste des précédents clients pour ce type de mission : année, coût de la mission, nom et adresse complète du représentant du client) ;
- l'adresse complète du consultant (localisation, per-

sonne à contacter, BP, Téléphone, Fax, Courriel).

Profil du Consultant :

Le consultant individuel international devra :

- être titulaire d'un diplôme universitaire BAC+5 au moins dans le domaine de l'informatique et de la mise en œuvre du réseau de télécommunications, fibre optique et cuivre ;
- avoir au moins cinq (05) années d'expérience professionnelle dans le domaine des réseaux haut débit ;
- avoir une expérience avérée dans la conception des réseaux ;
- avoir la maîtrise des équipements FIJIKURA, JDSU, NEXANS ;
- avoir la maîtrise de la régulation des télécommunications ;
- bien comprendre et maîtriser la théorie et la conception des réseaux.

4. Sur cette base, un Consultant individuel sera sélectionné conformément aux Directives de la Banque « Sélection et Emploi des Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale de janvier 2011 ». Le Consultant sera sélectionné sur la base de la comparaison des CV.

5. Les intéressés doivent s'adresser à l'Unité d'Exécution du PRCTG pour obtenir des informations supplémentaires, à l'adresse ci-dessous, les jours ouvrables, de 8 h 00 à 16 h 00.

6. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées sous pli fermé ou en version électronique à l'adresse ci-dessus, au plus tard, Vendredi 28 Février 2014: PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE TRANSPARENCE ET DE GOUVERNANCE UNITE D'EXECUTION DU PROJET SECTION PASSATION DES MARCHES B.P 2116 Brazzaville, République du Congo Derrière le Commissariat Central Courriel : prctg@yahoo.fr

Brazzaville, le 06 février 2014
Le Coordonnateur
Marie Alphonse ITOUA



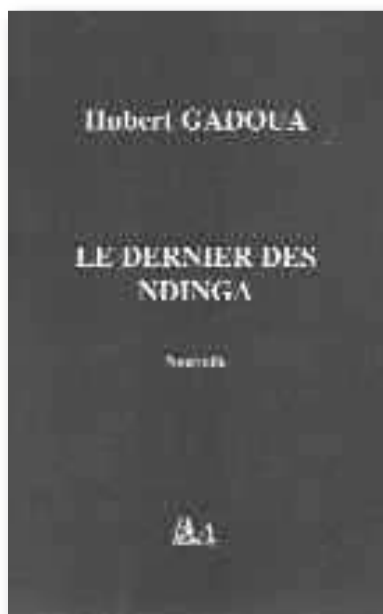
AVIS DE RECRUTEMENT

Bouygues Energies et Services Congo recherche des candidats dans pour ses sites de Brazzaville et Pointe Noire dans les domaines suivants :

- **Contrôleur Financier (2 postes).** De Formation BAC +5 Comptable, Gestion ou Contrôle de Gestion. Exigences : Bon relationnel ; autonomie et ordonné. Bonne maîtrise de l'Excel, la connaissance de SAP serait un plus. 5 à 10 d'expérience professionnelle
- **Conducteurs de travaux/chargés d'Affaires (2 postes).** De Formation BAC+5 Electromécanique, Electricité, génie civil avec une des connaissances en électricité. Bon relationnel, commercial et rigoureux. Au moins 5 ans d'expérience
- **Ingénieur d'Etudes de prix (1 poste).** De formation BAC +5 dans le domaine de l'électricité, de l'électromécanique ou du génie civil avec une des connaissances en électricité. Bon relationnel, commercial et rigoureux. Au moins 2 ans d'expérience.

Merci d'envoyer vos CV et lettres de motivation à l'adresse suivante : n.nsiloulou@bouygues-es.com ou appeler au 22 281 12 12 au plus tard le jeudi 27 mars 2013.

EN VENTE À LA LIBRAIRIE "LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE"



CHRONIQUE

La Guadeloupe fête son héritage africain

La Guadeloupe, comme la plupart des départements d'outre-mer de la France, à l'instar de la Martinique et la Réunion, traîne une réputation de métissage pas toujours aisée à assumer du fait peut-être de la diversité des origines de sa population dont les racines partiraient d'Afrique, mais aussi d'Inde pour atterrir en France. Et c'est peut-être cette éternelle et inlassable quête des origines qui l'a poussée à organiser la dixième édition de l'événement culturel «Le mois de l'Afrique 2014», qui s'est déroulé sur l'île du 7 février au 1er mars.

Cet héritage africain a été célébré en musiques, danses, conférences, théâtres et contes dans plusieurs sites : Pointe-à-Pitre, Sainte-Anne, Les Abymes, Le Bouchu, Gourbeyre, Le Lamentin, Petit-Bourg et Baie-Mahault, Gosier, Capesterre, sur le thème: «Héritage, célébrons ensemble notre héritage». Après l'Éthiopie et l'Égypte, ce fut donc bien au tour de la Guadeloupe de célébrer cette grand-messe sur l'Afrique sous la coordination de l'association Racines de Pointe-à-Pitre en Guadeloupe.

Le mois de l'Afrique, qui a connu la participation active de plus d'une vingtaine d'associations, le soutien de la Région Guadeloupe, du rectorat et de plusieurs autres institutions s'est porté sur trois axes d'intérêt, à savoir culture-histoire, santé-agriculture et sciences-techniques.

Le volet culturel à travers le cinéma a mis en exergue quatre films qui ont suscité des débats et des discussions : Bal Poussière d'Henri Duparc, avec l'excellent acteur Bakary Bamba ; Wariko, le gros lot de Fadika-Kramo-Lancine ; En attendant le vote de Missa Hébié ; et Kodou d'Ababacar Samb Makharam. Les expositions Les Pépites noires, Les Sciences et Techniques héritées de l'Afrique ont également attiré l'attention des nombreux festivaliers qui ont largement apprécié l'aspect instructif notamment des conférences, dont un colloque sur les réparations de la traite, de l'esclavage et de la colonisation, un éclairage sur les retombées politiques, économiques, financières et sociales pour les afro-descendants, qui a connu la participation active de représentants de l'Union africaine, des pays de la Caraïbe et des États-Unis.

D'autres expositions ont permis que ce département français vive pleinement son héritage africain, parmi lesquelles L'Afrique, berceau de l'humanité et des mathématiques ; Le Ngoma, ancêtre des tambours aux Amériques ? ; Cheikh Anta Diop, l'émancipateur de l'Afrique ; Les Pois hérités de l'Afrique, enjeu sanitaire et économique pour la Guadeloupe ; Les Origines africaines de la langue guadeloupéenne.

Le mois de février a ainsi permis d'aborder autant de sujets et encore plus qui ont amené à mieux appréhender la diversité culturelle et évacuer la question de crise identitaire encore attachée à la Guadeloupe, dont près de 80% des populations méconnaissent l'Afrique et continuent à chercher des repères. En 2006, un rapport de l'Insee situait à environ 680 les Africains installés en Guadeloupe. Le mouvement migratoire n'étant pas particulièrement important, il faut espérer que ce rendez-vous festif aura mis en exergue une vocation utile de plus grand rapprochement et la richesse incontestable du «multi-enracinement».

Ferréol-Constant-Patrick Gassackys

ANNIVERSAIRE

08 Mars 1972 –
08 Mars 2014

À l'occasion de ses 42 ans Martin-Roger Ganga Matigou, pour les intimes ya Roger vendeur des journaux à fond tié – tié remercie ses parents, amis et connaissances qui ont contribué à son bonheur durant toutes ces années passées de recevoir en ce jour d'anniversaire toute sa gratitude.

Ya Roger, Yaya kwa



LITTÉRATURE

Création du Cercle des écrivains et artistes des Afriques

Les organisateurs des festivités du soixantième anniversaire de la littérature congolaise célébré l'année dernière à Paris poursuivent leurs actions conjointes en créant une association culturelle.

En présence de l'écrivain congolais Maxime Ndebeka et du professeur camerounais de littérature française Martin Lemotieu, les amoureux des arts et des lettres ont participé le samedi 1er mars, dans l'amphithéâtre du 11 rue de la Vistule, dans le treizième arrondissement de Paris, à l'assemblée générale constitutive de la nouvelle structure dénommée Cercle des écrivains et artistes des Afriques (CE2A).

CE2A a pour objectifs de réunir les auteurs culturels, de promouvoir les œuvres littéraires et artistiques des Afriques, de favoriser le partage d'expériences et d'encourager l'entraide et la solidarité entre ses membres.

L'association s'est dotée, pour une durée de trois ans, d'un bureau exécutif constitué de cinq per-



Le bureau exécutif du Cercle des écrivains et artistes des Afriques autour de Martin Lemotieu, après l'assemblée constitutive du 1er mars à Paris (© Yvon Mougani).

sonnes : Franck Cana, président ; Jean-Aimé Dibakana, vice-président ; Laura Kutika, trésorière ; Philippe Ngalla Ngoie, secrétaire ; et Arthur Yvon Mougani, secrétaire-adjoint, chargé de la communication. Il fonctionnera en étroite collaboration avec le cercle honorifique de qualité qu'il s'est adjoint, constitué de Maxime Ndebeka, président d'honneur ; Martin Lemotieu, premier vice-président ; et Benoît Moundele-

Ngollo, deuxième vice-président d'honneur.

Dans son mot de circonstance, Franck Cana a tenu à remercier chaleureusement celles et ceux qui avaient œuvré pour la naissance du CE2A. «Les membres du bureau ne ménageront aucun effort pour que les acteurs culturels des Afriques et leurs productions soient connus et reconnus», a-t-il affirmé.

Marie Alfred Ngoma

PUBLICATION

Le deuxième livre de l'abbé Antonio Mabilia en librairie

Après s'être fait connaître à travers L'Anthologie des prêtres il y a trois ans, le père Antonio Mabilia vient de publier son deuxième livre, Qu'as-tu fait de ton frère ?, paru aux Éditions Paari, qui a été présenté et dédié le 6 mars, à Brazzaville.

Être responsable de son frère ou de sa sœur en étant son gardien, tel est le message de cet ouvrage. En le publiant en format de poche, l'éditeur offre un ouvrage facile à transporter et à lire. «Un tel format couplé aux méditations de l'auteur, forgées dans l'ascèse biblique, fait de cet ouvrage un bréviaire d'apprentissage du devenir humain. À la manière de la liturgie des heures, la question "qu'as-tu fait de ton frère ?" doit être revisitée plusieurs fois dans la journée pour ceux qui veulent demeurer humains», a expliqué le père Claver Boundja, qui présentait le livre. L'ouvrage comprend deux parties qui suivent le mouvement des deux testaments de la Bible. La première partie est consacrée à l'analyse et à l'interprétation du texte de la Genèse à travers la figure de Caïn. L'auteur tente de montrer les sources de responsabilité fraternelle en tout être humain. «Caïn est le prototype ou la figure par excellence de l'homme pécheur : il offre un sacrifice sans avoir la foi, il se révolte contre Dieu, il est jaloux et rempli de haine. Finalement, il tue son frère. Mais Dieu interdit la mort de Caïn

comme pour lui donner le temps de se convertir. En faisant ainsi, Dieu donne à l'homme l'exemple à suivre», a renchéri le père Claver Boundja.

L'auteur, dans son ouvrage, cite saint Grégoire de Nysse pour qui la vie vertueuse consiste à devenir semblable à Dieu : l'homme devient vertueux par l'effort de la



L'abbé Antonio Mabilia (© DR)

raison, mais surtout par la foi. Si la pratique de la vertu concerne la vie des hommes en société, l'auteur affirme que la foi est la lumière pour éclairer tous les rapports sociaux.

«C'est également la pratique de la vertu qui permettra aux hommes de notre temps de dépasser leur tendance caïnésque, à savoir le racisme et le nationalisme, le tribalisme, résumé dans la phobie ou la peur de l'autre, de l'étranger. C'est à ce titre que la question "qu'as-tu fait de ton frère ?" se pose avec insistance aussi bien aux dirigeants politiques qu'aux hommes d'églises.»

Né au Cabinda le 23 septembre

1966, Antonio Mabilia est prêtre du diocèse de Pointe-Noire où il a été ordonné le 14 juillet 1996. Après deux ans de ministère dans la paroisse Notre-Dame-de-Mpounga, dans le Mayombe, Antonio Mabilia est envoyé en études à Rome en 1998. Il s'inscrit à l'Institut biblique pontifical où il obtient une maîtrise en exégèse en 2002.

Après sa maîtrise, il s'inscrit cette fois à l'université Saint-Thomas-d'Aquin où il obtient un doctorat en théologie biblique en 2006. Après cette période de spécialisation, il revient au Congo et retrouve son diocèse où il est chargé de la formation permanente des prêtres. C'est alors qu'il est sollicité par le grand séminaire Saint-Augustin de Libreville dont il devient professeur résident pendant l'année 2007-2008.

En janvier 2008, il quitte Libreville et regagne le diocèse de Pointe-Noire. Il est nommé vicaire à Notre-Dame-de-l'Assomption. En avril 2008, il est nommé recteur de philosophie au grand séminaire de philosophie Mgr-Georges-Firmin-Singha. Il est aussi professeur en Écritures saintes, option Nouveau Testament au grand séminaire de théologie Émile-Biyenda. Il a d'autres livres en chantier à paraître dans un avenir proche : La puissance de la foi et La limite de la raison selon les écritures, Paul et Jean, dans une vision contrastée du pouvoir.

Hermione Désirée Ngoma

CPI

Germain Katanga reconnu coupable de crimes de guerre et crimes contre l'humanité

Le procureur et la défense peuvent faire appel de ce jugement dans un délai de trente jours.

La chambre de première instance II de la Cour pénale internationale (CPI) a reconnu le 7 mars Germain Katanga, coupable d'un crime contre l'humanité (meurtre) et de quatre crimes de guerre (meurtre, attaque contre une population civile, destruction de biens et pillage) commis le 24 février 2003 en RDC. Selon le communiqué de la CPI, « des décisions sur la fixation de la peine puis sur les réparations pour les victimes seront rendues prochainement ».

Selon la CPI, en effet, au vu des dépositions des témoins et des différents éléments de preuve produits devant la chambre, il a été établi, au-delà de tout doute raisonnable, que Germain Katanga avait contribué de manière significative à la commission des crimes par la milice Ngiti lors de l'attaque lancée contre le village de Bogoro, dans le district de l'Ituri. Pour la chambre de première instance II de cette cour, ce chef milicien « avait agi tout en ayant connaissance du projet criminel contre les membres de l'ethnie Hema vivant à Bogoro ». « Germain Katanga avait été l'intermédiaire privilégié entre les fournisseurs d'armes et de munitions et les auteurs matériels des crimes qui feront usage de cet armement à Bogoro », est

précisé dans le jugement de la CPI.

La chambre première instance II a indiqué, dans ce jugement, que Germain Katanga a contribué à renforcer les capacités de frappe de la milice Ngiti à l'origine des crimes commis à Bogoro. Selon cette chambre, le chef milicien a aussi contribué, grâce à la position qu'il occupait à Aveba, seule localité de la collectivité disposant d'un aéroport apte à recevoir des appareils transportant des armes, à équiper cette milice et à lui permettre de fonctionner de manière organisée et efficace. « Son intervention a permis à la milice de bénéficier de moyens logistiques dont elle ne disposait pas qui lui ont permis d'assurer sa supériorité militaire face à leur adversaire », a précisé la chambre de première instance II de la CPI, qui n'a pas, par contre, démontré que Germain Katanga avait la capacité de donner des ordres, d'en assurer l'exécution ou de sanctionner les commandants de différents camps. On rappelle que Germain Katanga, qui a finalement été reconnu complice des crimes commis à Bogoro après une requalification de sa responsabilité dans la commission de ces crimes, a initialement été accusé d'être auteur principal des faits lui reprochés.

Lucien Dianzenza

AVIATION CIVILE

Retrait de licence d'exploitation à dix compagnies aériennes congolaises

D'autres compagnies pourront être frappées si leurs dossiers sont rejetés aux phases 3 et 4 relatives à l'évaluation des documents par l'inspection de l'Association du transport aérien international (IATA)

L'aviation civile congolaise, comme d'aucuns le savent, ne jouit pas d'une bonne image auprès de l'Organisation de l'Aviation civile Internationale (OACI). Plusieurs sociétés de transport aérien ont carrément été mises sur la liste noire de cette institution faisant l'objet d'une interdiction d'exploitation ou d'une restriction d'exploitation dans l'Union européenne. Face à la persistance des craches et autres anomalies qui gangrènent le secteur de la navigation aérienne en RDC, d'autres mesures drastiques ont été prises tant par l'OACI que par l'IATA dans le seul but de pousser les autorités du secteur à normaliser la situation dans le domaine de la sécurité des opérations, de la navigabilité des avions, de l'exploitation et de la certification des licences pour le personnel aérien. Quoiqu'il y ait des avancées déjà engagées, le pays est toujours maintenu dans la liste noire.

Cette fois-ci, c'est au tour de l'IATA de sévir avec le retrait de licence à une dizaine de compagnies aériennes congolaises. Conséquence : les avions des compagnies concernées dont au moins la moitié est opérationnelle, seront cloués au sol. C'est ce qu'a révélé le 7 mars le ministre des Transports et Voies de communication, Justin Kalumba

évoquant une recommandation de l'IATA. Celle-ci viserait, à l'en croire, l'assainissement du secteur aérien en RDC, dont le niveau de sécurité et de sûreté est parmi les plus bas au monde. Et Justin Kalumba de préciser que d'autres compagnies pourront être frappées si leurs dossiers sont rejetés aux phases 3 et 4 relatives à l'évaluation des documents et à la démonstration à l'inspection. La certification des transporteurs aériens et le calibrage des équipements d'aide à la navigation constituent les deux problèmes majeurs qui se dressent sur la voie de la crédibilisation de l'aéronautique congolaise.

La dernière mesure de l'IATA vient, comme qui dirait, rappeler que le chemin reste encore long et que le pays a encore beaucoup à faire pour se conformer aux exigences de l'OACI. « Clouer ces compagnies au sol va certainement perturber, dans une certaine mesure, la mobilité des personnes et des biens. Par contre, laisser ces compagnies continuer à opérer expose les vies humaines. Laisser ces compagnies opérer mettrait à mal la sécurité aérienne. Puisque la vie n'a pas de prix et que sa préservation constitue la priorité des priorités, nous avons fait le choix de la raison, c'est-à-dire le choix de la vie, le choix de la sécurité aérienne, le choix de la normalisation », a commenté le ministre Justin Kayumba visiblement préoccupé par cette décision.

Alain Diasso

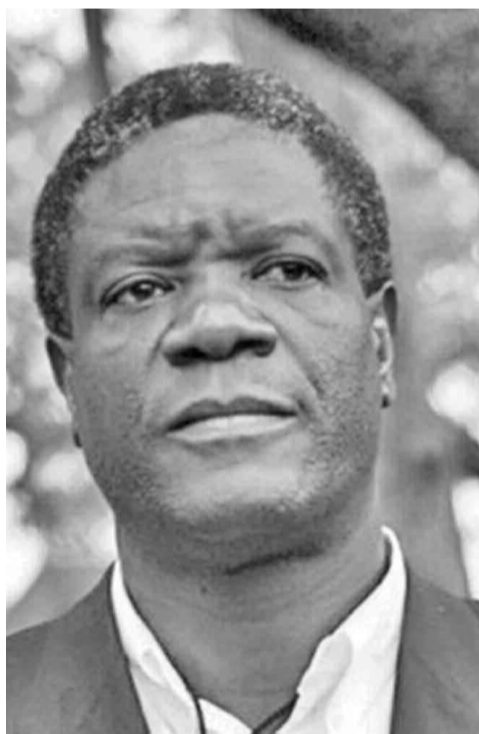
GENRE

Dr Denis Mukwege à la tête d'un nouveau mouvement féministe

"V-Men RDC" entend éliminer les discriminations et les attitudes misogynes qui minent les perspectives de développement durable dans nos sociétés africaines.

Lancé à la veille de la célébration de la journée internationale de la femme célébrée le 8 mars, le Mouvement V-Men RDC se veut le porte-étendard de la lutte contre les discriminations dont souffrent les femmes et de la lutte pour la défense de leurs droits longtemps bafoués. À la tête de cette structure se trouve Denis Mukwege dont le dévouement pour la cause féminine est connu. Motivant la création de ce mouvement, ses membres fondateurs, principalement des notables de l'est du pays, mettent une emphase particulière sur la nécessité de sauvegarder l'humanité et le devenir de la société. « Nous pensons que la lutte des femmes est une lutte juste, mais c'est une lutte également pour notre humanité. Je pense que toutes les violences qui se font contre la femme se font contre notre propre humanité. Et cette humanité commune pour laquelle les femmes se battent pour protéger l'espèce, il faut absolument que la part des hommes dans cette lutte puisse apparaître », explique le Dr Denis Mukwege.

Les membres de V-Men RDC veulent lutter aux côtés des femmes pour les aider à obtenir gain de cause dans



Dr Denis Mukwege

leur engagement pour l'avènement d'un monde où elles auront leur place et où leur valeur sera prise en compte. Le Mouvement entend éliminer « les discriminations et les attitudes misogynes qui font honte à notre humanité et minent les perspectives de développement durable », peut-on lire dans le communiqué annonçant la création de cette association. Mobiliser les hommes aux côtés des femmes dans leur lutte pour une société plus juste, où hommes et femmes jouissent de

mêmes droits et où doit cesser toute violence vis-à-vis des femmes, ainsi peut se décliner le credo de V-Men RDC plus que jamais déterminé à faire reculer les murs de la discrimination contre la femme. « Nous espérons que tous les hommes qui apprendront la naissance de ce mouvement vont s'inscrire pour dire un message très fort aux femmes : nous sommes là, nous voulons être avec vous, nous voulons nous battre avec vous, contre toute tentative d'élimination de notre espèce », a conclu Denis Mukwege dans son allocution à la cérémonie de lancement de l'association.

Dr Denis Mukwege est connu pour son engagement à la cause féminine avec, en toile de fond, l'aide apportée en tant que gynécologue aux femmes survivantes de violences sexuelles dans les conflits armés dans son hôpital de Panzi. Plusieurs fois récompensé, il a été parmi les quatre médecins qui avaient reçu le « Prix Nobel alternatif » en septembre 2013. Deux mois auparavant, il a été décoré à la Légion d'honneur en France.

A.D.

DOTATION

Des équipements sanitaires pour les provinces du Bandundu et Bas-Congo

Ces équipements comprennent pour les hôpitaux des lits avec matelas, des matériels de laboratoire, des appareils d'imagerie, notamment l'échographie et la radiographie, des lits opératoires, des matériels de réanimation. Pour les centres de santé, il est prévu des lits, des tensionnètres, des microscopes et un kit minimum de laboratoire.

Le geste du gouvernement congolais s'inscrit dans le cadre du projet d'équipement des structures sanitaires. Le coup d'envoi de la remise de ces matériels pour les provinces du Bandundu et Bas-Congo a été donné par le ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi, en présence son collègue du ministère des Affaires sociales, Charles Mundeke. C'était à l'entrepôt de l'Unicef où sont gardés tous les matériels.

Pour le ministre de la Santé publique, le premier lot des matériels destinés pour les villes d'Idiofa et Kikwit dans la province du Bandundu ont été déjà convoyés. « Maintenant, nous finalisons la première phase pour le Bandundu envoyant les matériels de Kayemba pour l'hôpital général de référence et pour les deux centres de santé et il est prévu aussi l'envoi d'autres matériels pour les trois autres centres de santé dans le Bandundu », a dit le Dr Félix Kabange Numbi. Pour la province du Bandundu, ces matériels sont donc destinés à un hôpital général de référence et aux cinq centres de santé. L'envoi des équipements sanitaires dans la province du Bandundu s'est fait conjointement avec celui de la province du Bas-Congo précisément pour la zone de santé de Mbanza-Ngungu.

Le Dr Félix Kabange Numbi a annoncé l'envoi prochain des matériels pour les provinces du Kasai Oriental, du Kasai Occidental, du Maniema et de l'Équateur. Avant la fin du mois de mars, « nous serons à Goma pour procéder au lancement du matériel destiné aux provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de la Province Orientale. Nous nous retrouverons au Katanga pour lancer le matériel de Katanga ». Financé sur fonds propres du gouvernement à la hauteur de 80 milliards de francs congolais, le projet PESS vise l'équipement, l'approvisionnement en médicaments essentiels et la réhabilitation de 200 hôpitaux généraux de référence et de 1000 centres de santé.

Ce projet sera exécuté en trois phases. La première concerne 66 zones de santé dont 66 hôpitaux généraux de référence et 330 centres de santé. La deuxième cible également 66 zones de santé et 330 centres de santé par contre la dernière phase prend en compte 68 zones de santé et 340 centres de santé. Grâce à ce projet, 18 hôpitaux généraux de référence et 90 centres de santé seront ainsi équipés, réhabilités et approvisionnés en médicaments essentiels. Les deux premières phases du projet ont un coût de 29,8 millions de dollars américains. La troisième phase est planifiée pour 2014 et le coût s'élèvera à 22 millions de dollars américains.

Aline Nzuzi

INDUSTRIES EXTRACTIVES

Des ONG concluent à la non-conformité de l'Itie-RDC

Pour ces organisations basées au Katanga, qui ont évalué le rapport Itie 2011, le respect de la lettre du processus resterait encore un objectif à atteindre.

Dans son rapport du mois de février, publié début mars, sur l'évaluation du rapport Itie 2011, la Plate-forme des organisations pour la promotion et la défense des droits économiques, sociaux et culturels DESC/RDC a vu en l'adhésion de la RDC à ce processus le résultat d'un effet de mode. Pour ce regroupement, en effet, cet engagement ne procède aucunement d'une démarche volontaire destinée à insuffler « une culture de la traçabilité dans les ressources extractives » avec une participation effective des parties prenantes compétentes afin d'améliorer leur contribution à la quête commune du développement. Selon DESC/RDC, la mise en œuvre de l'Itie en RDC n'est pas encore conforme aux Exigences 06, 09, 11, 12, 14, 15 et 17. Ce regroupement doute également de la conformité des actes aux meilleures pratiques, en produisant des déclarations attestées par un auditeur indépendant. Cette plate-forme a relevé que les différentes parties pre-



Chargement des minerais sur une benne

nantes ont, pour l'essentiel, basé leurs déclarations sur des comptes audités par des auditeurs complaisants sans aucun respect des normes internationales dont la présence des documents comptables sur le lieu

des opérations. « À cet égard, et compte tenu de la non-satisfaction des organisations non gouvernementales qui ont l'expertise dans le domaine, concernant ces Exigences, nous pouvons donc conclure à

la non-conformité de l'Itie-RDC », ont noté ces ONG. DESC /RDC a notamment dénoncé les agissements de certaines organisations internationales qui instrumentalisent des ONG congolaises pour « flouer

les populations afin d'obtenir une validation conformément à leur agenda qui n'est autre que la protection des intérêts de leurs pays qui continuent le pillage des ressources naturelles de la RDC à travers des entreprises opaques ».

En s'inspirant de ces bonnes pratiques observées dans les autres pays participant au processus, DESC/RDC relève, dans la conclusion de son analyse, que le processus est certes engagé et des efforts étaient accomplis pour mettre en œuvre les principes de l'Itie. Mais la plate-forme a relevé des lacunes dont certaines sont de nature à hypothéquer l'efficacité du processus. « Le respect de la lettre du processus, qui est de s'assurer à partir des principes et critères définis dans le livre source, de la mise en place de mécanismes visant à améliorer la rentabilité et la transparence des systèmes de gestion des ressources naturelles et des revenus qu'elles génèrent pour l'Etat, reste encore un objectif à atteindre », a-t-elle souligné.

Lucien Dianzenza

Consultez nos nouveaux sites internet !

- Ergonomiques et esthétiques
- Un fil d'information en continu pour suivre l'actualité en temps réel
- Des focus sur les informations phares
- Différentes entrées possibles, par département, par thèmes...
- Un site très illustré avec de nombreuses photos, vidéos...
- Des dossiers thématiques notamment sur la diaspora, le foot, la culture...

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE



www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

Un rendez-vous
quotidien
incontournable

JUSTICE

Près de trois cents bénéficiaires d'une amnistie pour faits insurrectionnels

Dans ce nombre, il y a des membres du mouvement insurrectionnel de février 2011.

Trois cents personnes, dont des membres du mouvement insurrectionnel de février 2011, devraient bénéficier d'une amnistie pour faits insurrectionnels. Selon la Cour militaire citée par radiokapi.net, il y a cependant une procédure à suivre. Il s'agit notamment de la signature, par chacun des candidats à cette grâce, d'un engagement personnel, par écrit, sur l'honneur, à ne plus commettre les actes qui font l'objet de l'amnistie.

Selon cette source, les conditions d'obtention de cette amnistie sont reprises dans la loi d'amnis-

tie et dans l'arrêté publié par le ministre de la Justice. Et chaque candidat à l'amnistie devra remplir un formulaire, avec une photo passeport, auprès d'un magistrat civil ou militaire et, à défaut, auprès d'un inspecteur de police judiciaire ou d'un chef d'établissement pénitentiaire. La radio onusienne a souligné qu'en dehors du territoire national, les autorités publiques compétentes sont le chef de mission diplomatique et le consul général de la RDC, chargés de transmettre les dossiers des candidats au ministère de la Justice, par le truchement du ministère des Affaires étrangères.

Lucien Dianzenza

KINSHASA

Lancement du Festival de théâtre écologique en milieux scolaires

Le coup d'envoi a été donné, le 28 février, en la salle culturelle « Le Zoo » à Kinshasa, sur le thème principal « Élève et environnement ».

Des délégués de près de cent cinquante écoles de la capitale de la RDC ont rehaussé de leur présence la cérémonie de lancement de ce nouveau festival initié par l'artiste et écrivain Lele Michaux Bossay. Parrain du festival, Mike Wembue du Fonds de promotion culturelle a procédé au lancement de l'événement. C'était avant la présentation du festival, fait par le directeur du Festival, Lele Michoux Bossay. Il a aussi relevé les motivations qui ont milité à l'organisation cet événement culturel et écologique destiné aux écoliers et élèves de la RDC, soulignant aussi la tenue aussi d'un concours sur l'écologie. En donnant les objectifs assignés ainsi que les attentes du festival, le directeur du festival a exprimé le souci de faire des écoliers des éco-citoyens à travers ce festival d'éco-civisme. Les élèves seront, selon lui, le maillon de sensibilisation de la trilogie école-maison-société.

Prenant parole à son tour, professeur et ingénieur environnementaliste, Rémy Kita, s'est attelé sur l'apport de l'arbre dans la vie des êtres vivants; et il a également évoqué l'une des grandes questions écologiques de la diffusion de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Rémy Kita a précisé que l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre dans un État ou une région du globe est susceptible de produire des conséquences dans des points très éloignés de la planète. Il est donc important, a-t-il indiqué, d'apporter ces informations auprès des élèves. La ville de Kinshasa compte actuellement près de 8 millions d'habitants répartis dans 365 quartiers ré-



Pr Rémy Kita, chargé de formation du Festival écologique

sidentiels; cette population produit chaque jour, selon les spécialistes, plus de 5 mille tonnes de déchets solides. La gestion de ces déchets pose d'énormes problèmes, a martelé l'ingénieur Guerlain Makuba, qui a démontré ensuite les conséquences de la mauvaise gestion de déchets et pollution de l'environnement sur l'homme.

Chargée de production du festival, Léa Mupemba, s'est étendue sur les trois grandes étapes du festival. Il s'agit premièrement de la formation sur l'environnement que les délégués des écoles vont suivre, une formation qui leur permettra de renforcer leurs capacités sur les notions d'écologie afin de monter des spectacles sensibilisateurs; ensuite, il y a les productions théâtrales qui vont du 15 au 30 avril; et la dernière étape est celle de l'installation des kiosques écologiques aux écoles. La journée s'est clôturée par la distribution des affiches de sensibilisation offertes par l'ONG WWF.

Martin Enyimo

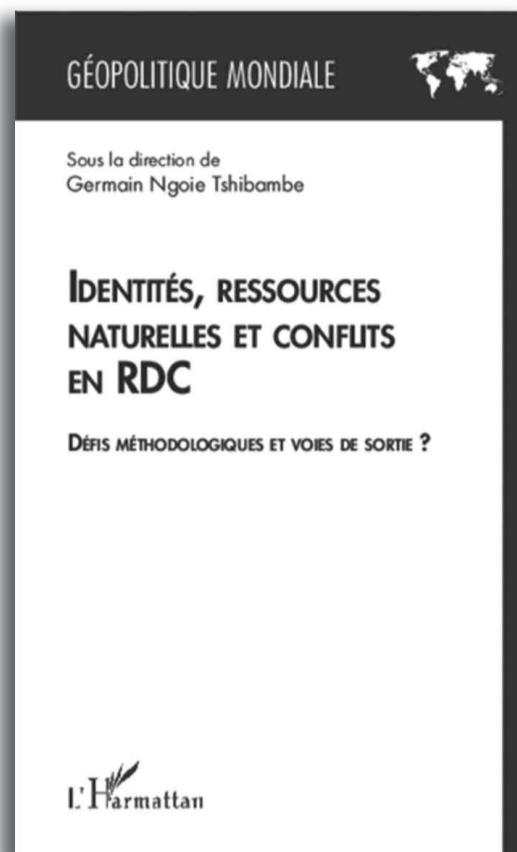
GÉOPOLITIQUE

Focus sur les identités, les ressources naturelles et les conflits en RDC

Sont couchés dans le livre de 240 pages, les conclusions d'une somme de réflexions de chercheurs qui s'interrogent sur les « défis méthodologiques et voies de sortie » possibles.

Fruit des recherches menées sous la direction du Pr. Germain Ngoie Tshibambe, Identités, ressources naturelles et conflits en RDC, Défis méthodologiques et voies de sortie ? s'emploie à revisiter les discours dominants qui s'élèvent en rapport avec les conflits en RDC. Les batailles qui ont ensanglanté la partie est du pays sont abordées de trois manières. Les explications livrées, plausibles selon l'aspect pris en compte, peuvent être renvoyées soit « à des explosions des revendications identitaires » quitte à en juger ici d'un point de vue du primordialisme, soit liées au « couple envie-frustration, selon le modèle de greed-grievance de Paul Collier », soit examinées sous « l'approche écologique » desdits conflits.

En conclusion de leurs études, les chercheurs établissent le fait que



La couverture de Identités, ressources naturelles et conflits en RDC, Défis méthodologiques et voies de sortie

« les ressources sont considérées comme des malédictions par les Congolais ». Et de se demander alors : « Est-ce à cause des richesses

du pays que les différents acteurs s'attaquent, en tuant les populations, pour accéder à moindres frais à celles-ci ? ». Les scientifiques n'en restent cependant pas là. « Doit-on accepter tout ce que l'on dit comme explication des conflits en RDC ? », s'interrogent-ils encore. Dès lors Identités, ressources naturelles et conflits en RDC, s'emploie à reconsidérer les choses de sorte à offrir un éclairage sur le sujet. Son propos est construit de manière à mettre de la lumière sur cette complexe réalité. En effet, il est clair que la guerre de haute violence et/ou de faible intensité qui avait élu domicile dans le pays semble s'inscrire définitivement dans le passé avec le concours de la communauté internationale et ne saurait être décrite autrement.

Nioni Masela

DANSE

Le festival « Me ya Be » prévu au mois d'avril

Le festival, organisé par la compagnie Jacques Bana Yanga, sera organisé du 26 au 29 avril 2014

Cette quatrième édition du festival « Me ya Be » (Je vous invite à danser) accueillera des danseurs de neuf pays étrangers, en plus de ceux de RDC, notamment d'Afrique du Sud, de la République du Congo, du Cameroun, du Gabon et du Sénégal. Le thème choisi pour cette édition du Festival Me Ya Be est « la persévérance ». Le Festival va se dé-

rouler en trois étapes à savoir l'organisation, du 16 au 25 avril, d'un atelier de renforcement de capacités des danseurs de différentes disciplines; l'organisation d'un festival concours dans les écoles et enfin le festival IN du 26 au 29 avril. L'atelier de renforcement des capacités va réunir 40 danseurs contemporains et traditionnels autour de trois formateurs à savoir Julie Dossavi (France), Marion Fricker (France) et Jacques Bana de la RD Congo. Le Festival concours dans les écoles

mettra en compétition des groupes de hip hop. La finale de ce concours se tiendra pendant le festival IN, autour d'un jury composé des professionnels et du public. Les trois premiers pourront ainsi prendre part au festival proprement dit.

Célébrer l'universalité de la danse

C'est depuis 2011 que la compagnie Jacques Bana Yanga organise le festival « Me ya Be ». Ce Festival a pour but notamment de rendre hommage à la danse et de célébrer son universalité. La danse, indique-t-on, peut transcender toutes les barrières politiques, culturelles et ethniques. La Compagnie Jacques Bana Yanga est à la fois une compagnie de création de danse contemporaine et un centre d'initiation à la danse contemporaine et traditionnelle pour la jeunesse. Elle est également engagée dans le développement chorégraphique à Kinshasa. La compagnie collabore avec de nombreux partenaires en Afrique et en Europe.



Des participants à l'atelier de danse de l'édition 2012

Patrick Kianimi

VIE DES CLUBS

Daring Club Motema Pembe en plein tohu-bohu

Depuis plusieurs mois, le Daring Club Motema Pembe (DCMP) de Kinshasa baigne dans une crise interne déconcertante et qui n'en finit pas, en dépit du changement des personnes au sein de son staff dirigeant. Dans l'optique de trouver la solution, la Fédération congolaise de football association (Fecofa) et la Ligue nationale de football (Linafoot) auraient pris l'option d'organiser une assemblée générale extraordinaire électorale dans un bref délai.

L'on se souvient que l'équipe était dirigée par Antoine Musanganya, qui était déjà en conflit avec son président de la section football, Paul Kasembele jusqu'à ce que ce dernier ait démissionné. Mais le conflit a été bien plus embrasant, avec des anciens dirigeants et autres administrateurs et sages du club ; et un autre comité de coordination avait été élu le 11 août 2013, Jean-Max Mayaka et Vidiye Tshimanga ont été respectivement élus président de comité de coordination et de la section football. Ce comité avait la mission de transformer le club du statut d'Association sans but lucratif (Asbl) à celui de Société des personnes à responsabilité limitée (Sprl). Les anciens dirigeants Musanganya, l'Evêque Pascal Mukuna, etc. ont gagné le



DCMP en pleine confusion

rang des administrateurs du DCMP.

Mais moins de trois mois après l'élection organisée à Bibwa dans la banlieue de Kinshasa, une crise très vive est née entre Jean-Max Mayaka et Vidiye Tshimanga, ce dernier étant soutenu par les anciens dirigeants devenus administrateurs. Apparemment au mépris des textes, Jean-Max Mayaka a écopé d'une suspension signée par le secrétaire sportif du club, Her-

man Bolambebe. L'équipe a donc vogué de différend à différend.

Au cours d'une réunion, le 24 janvier 2014, au Fleuve Congo Hôtel présidée par Papa Ngombe Baseko dit Me Taureau et Vidiye Tshimanga qui bénéficiait déjà du soutien de ce membre de la Co-fondation du club, la suspension de Jean-Max Mayaka président du comité de coordination du club a été entérinée, ainsi que le plein intérim de Vidiye Tshimanga comme prési-

dent du club jusqu'à la prochaine assemblée générale.

La deuxième décision a été la suspension de Bruno Siamina de son poste de président de la Grande commission d'encadrement des supporters du DCMP. Quelques jours après, aussi rocambolesque ce que cela puisse paraître, c'est Herman Bolambebe qui va être suspendu parce qu'il aurait pris de distance vis-à-vis de Vidiye Tshimanga pour

se rapprocher de Jean-Max Mayaka. Le 12 février 2014, le Comité de gestion de la Linafoot a invité tous les membres élus dans le comité de Coordination du club dans une rencontre pour clarifier la situation des uns et des autres. Et très récemment, ce fut au tour de l'Evêque Pascal Mukuna d'être suspendu, lui qui a cependant été le premier à déclarer qu'il retirait sa confiance à Vidiye Tshimanga qu'il soutenait aux dépens de Jean-Max Mayaka.

Ce conflit quasi-permanent a directement influé sur la prestation du club. Le DCMP a aligné des contre-performances et occupe actuellement la 5^e place du groupe B du championnat national. Et dans la foulée, la violence a gagné le terrain du côté des supporters qui sont de plus en plus indisciplinés et auteurs de troubles dans le stade. L'on attend voir l'issue de l'assemblée générale électorale même si elle ne sera pas la première à être organisée en guise de tentative de trouver la solution à cette confusion qui déchire le club.

Martin Enyimo

ART SUR DEMANDE

Mise à niveau sur l'élaboration et la gestion d'un projet

L'atelier organisé du 5 au 7 mars à l'Institut national des arts (INA), avec l'appui de l'Union européenne (U E), est un préluce à la vulgarisation du nouveau concept qui entend mettre l'art au service du développement avec la mise en œuvre de projets spécifiques qui doit s'appuyer sur la communication et la mobilisation sociale.

La remise à niveau assurée pendant trois jours par les Pr. Mafolo Ladha et Roland Mumbala était destinée aux chefs des sections et enseignants de l'INA ainsi qu'aux opérateurs culturels en priorité.

Des étudiants finalistes de l'INA ont également été joints à ce groupe qui a réuni au final vingt participants, membres notamment de troupes de théâtre, orchestres de musique, groupes de danse et de cinéma. D'entrée de jeu, les formateurs précités ont cadré leur propos de sorte à faire « comprendre l'approche art sur demande ». L'entrée en matière proposée le mercredi 5 mars avait pour but d'éclairer les participants sur ce « nouveau concept qui met en exergue l'idée de l'articulation entre les programmes de développement et la pratique artistique ».



Le coordonnateur du séminaire, Ngaki Kosi, en compagnie de quelques participants à l'atelier pendant une pause

Dans ce chapitre, les opérateurs culturels ont été encouragés à « mettre l'art au service du développement dans la mise en œuvre de projets spécifiques », particulièrement ceux ayant trait aux « aspects liés à la communication et à la mobilisation sociale ». Pour ce faire, il a été procédé d'abord à un « rappel des notions générales sur le projet de développement » suivi de l'« analyse des expériences individuelles antérieures » des participants dans ce domaine et en matière de gestion. Puis, il a été question de considérer « les contextes socioculturels » locaux et du monde, quitte à en dégager les principales problématiques et à identifier par la suite les types des

projets appropriés.

Les questions abordées, les jeudi et vendredi, en rapport avec le « Cycle de vie du projet et gestion » et les « Méthodes et canevas d'élaboration d'un projet » se sont avérées de réelle utilité. En effet, en qualité de facilitateurs, les Pr. Mafolo Ladha et Roland Mumbala ont eu pour rôle de susciter de nouvelles aptitudes dans le chef des participants. La première a été de les porter à la maîtrise des « méthodes et techniques d'élaboration ainsi que de gestion des projets ». Ce, en tenant compte des domaines d'intervention de l'Union européenne et de certains autres Partenaires techniques et financiers (PTF). La seconde tâche

était de les outiller à l'analyse des différentes opportunités de recours à la pratique artistique dans un projet de développement en considération des thématiques de l'État, du Document stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté (DSCR), des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), etc.

En définitive, la nouvelle approche art sur demande devrait permettre de contourner la difficulté de la quasi inexistence des budgets de financement des projets culturels dans les plans d'action des PTF. Inscrit dans le processus d'appropriation de ladite approche, l'atelier tenu à l'INA n'en constitue qu'un préliminaire. En effet, dans la perspective de sa continuité il est envisagé la mise en réseau des opérateurs culturels congolais soutenu et entretenu au travers d'un site web, un cadre privilégié d'échanges avec les bailleurs de fonds. Et, la série d'ateliers de renforcement des capacités programmée en avril semble encore plus important au niveau actuel. Les prochaines rencontres qu'animeront un expert européen sont le complément indispensable au séminaire de la semaine passée qui n'aura jusqu'à présent porté que sur les notions de gestion du cycle du projet

Nioni Masela



Une vue des participants suivant l'exposé du Pr. Mafolo

HUMEUR

Quand les passagers ignorent l'immatriculation du véhicule qui les transporte

Posez la question suivante à deux ou trois personnes qui arrivent en voiture-taxi à leur lieu de travail : « *Quel est le numéro d'immatriculation du taxi qui vous a transporté ?* », les réponses que l'on vous proposera laisseront certainement à désirer. Ces imprécisions témoignent que le passager ne se préoccupe pas de l'immatriculation de la voiture qui le transporte, mais plutôt du siège qu'il occupe dans le taxi. C'est un manquement grave pour notre propre sécurité et celle des biens que l'on transporte.

Cette négligence tend à se généraliser à tous les passagers, et si l'on n'y prend garde elle risque de compliquer le travail des services de police ou des compagnies d'assurances, car il n'est pas rare de voir qu'après un accident de la circulation le chauffeur s'enfuit avec son taxi, laissant perplexes ceux qui arrivent pour porter assistance. Et cette même question, on peut la poser aux victimes. Les réponses seront une suite d'hésitations qui alignent confusément et de façon incompatible des numéros d'immatriculation qui ne se marient pas à tel ou tel type de voiture selon le pays ou la ville. En clair, l'immatriculation du véhicule est méconnue des nombreux clients qui empruntent les moyens de transport.

Il ne s'agit pas de demander aux passagers de connaître l'identité du véhicule, mais plutôt et surtout de retenir les deux éléments essentiels d'un véhicule pour leur propre sécurité, que sont le numéro d'immatriculation alphanumérique et les caractéristiques bien visibles du véhicule. Une telle curiosité devrait en principe traverser l'esprit des citoyens. Et même si l'on n'emprunte pas de véhicule soi-même, on pourra rendre service aux voisins du quartier qui prennent un taxi devant vous en cas d'un quelconque problème : « *Monsieur X prie le chauffeur de taxi qui l'a transporté du marché central à la gare de bien vouloir passer déposer à la maison de la radio son passeport oublié dans son taxi, une récompense lui est réservée.* » Ce type de communiqués est fréquent, ce qui est bizarre, les usagers ne font pas état du numéro d'immatriculation du taxi. Ce qui témoigne bien que l'immatriculation était méconnue du plaignant.

C'est pourtant sur la base du numéro d'immatriculation que mission peut être confiée aux agents de sécurité de vite retrouver un taxi. Même chose en cas de braquage ou autres actes délictueux : si l'on a retenu l'immatriculation de leurs voitures, les malfrats pourront être vite repérés dans la ville, même s'ils ont changé de voitures, les premiers indices pouvant orienter sur la trajectoire à suivre pour les retrouver. Car il est difficile pour ces bandits de sortir rapidement du périmètre de la ville après un braquage. Ils trouvent toujours refuge à un endroit de la ville et, aveuglés par la liesse occasionnée par le butin « arraché », garent non loin le véhicule qui leur a servi de tremplin pour réaliser une telle opération. Ce véhicule, disons-le, porte bien un numéro d'immatriculation, faux ou non. Par ce numéro, le véhicule pourra être identifié.

Là aussi naît une autre préoccupation, celle des numéros d'immatriculation provisoires dont le délai d'expiration est dépassé, mais dont les titulaires continuent de circuler dans la ville, comme en témoignent remarques et constats des autorités en charge de ces questions. Cela peut causer un préjudice à la victime en cas d'accident de la circulation. Si un tel véhicule en est à l'origine et réussit à s'enfuir, le lendemain matin il peut changer précipitamment d'immatriculation et acquiescer celle dite définitive.

Cela étant, ignorer le numéro d'immatriculation du véhicule dans lequel on voyage est comparable à la méconnaissance des références de la maison dans laquelle on vit, voire l'arrondissement, le quartier ou le bloc dans lequel on habite dans une ville. Corrigeons vite ce comportement blâmable.

Faustin Akono

LISTES ÉLECTORALES

Loandjili a démarré avec l'opération de réclamations

Après la publication des listes électorales dans l'arrondissement n° 4, Loandjili, la semaine dernière, l'opération de réclamations est ouverte depuis lundi dernier. L'opération de réclamations ne concerne que les personnes qui se sont fait recenser par la Coloras et non celles qui, pour des raisons diverses, n'ont pu être recensées.

« Au cours de cette phase, les citoyens vont se rendre dans les différents blocs pour voir si toutes les informations fournies les concernant lors du recensement sont correctes, si leurs noms sont bel et bien inscrits et vérifier aussi s'il n'y a pas eu des omissions de noms. Si des incorrections existent, le citoyen peut se rendre aux blocs où les listes sont affichées. Muni du récépissé délivré lors du recensement, le citoyen sera reçu par toute l'équipe paritaire (majorité présidentielle/opposition/partis du centre/société civile) qui apportera les correctifs nécessaires », a expliqué Fernande Marie Catherine Dekambi Mavoungou, administratrice-maire de l'arrondissement et présidente de la commission locale de recensement spécial.

En effet, quatre jours après l'affichage des listes au siège de l'ar-



Des citoyens consultant les listes dans les blocs

rondissement, la commission locale de recensement administratif spécial (Coloras) a évalué son action à mi-parcours en examinant ce qui a été fait et ce qui reste à faire et, le cas échéant, corriger les manquements.

Pour faire le point de cette opération à mi-parcours, Fernande Marie Catherine Dekambi Mavoungou a réuni le 6 mars les membres de la commission et les responsables de quartiers, de zones et de blocs. L'opération de recensement administratif spécial s'est bien déroulée dans l'arrondissement 4, a

confirmé Jonathan Pandzou, représentant les partis de l'opposition dans la Coloras. « *Nous avons travaillé en étroite collaboration avec tous les membres représentés dans la commission locale de recensement administratif spécial. Tout le monde a apporté son savoir. Je suis en droit de confirmer que ces listes sont fiables et je crois que lors des échéances électorales, il y aura moins de contestations en ce qui concerne la fiabilité des listes électorales à Loandjili* », a-t-il indiqué.

Hervé Brice Mampouya

FISCALITÉ

Les autorités de Pointe-Noire s'insurgent contre les propos des commerçants

Suite au point de presse tenu le jeudi 6 mars dernier par le collectif des syndicats des boulangers et pâtisseries, des grossistes de boissons, de l'Association des commerçants détaillants (ACD), de l'Union des commerçants ouest africains (UCOA), Henri Ngatsono, directeur départemental et des domaines du Kouilou a publié, le samedi 8 mars, une déclaration dans laquelle il apporte une lumière par rapport aux propos du collectif.

Dans cette déclaration, Henri Ngatsono informe l'ensemble des contribuables de Pointe-Noire assujettis à la patente qu'à la demande des partenaires précités, des rencontres avaient eu lieu dans son bureau en vue des échanges sur les dispositions de la loi de finances de 2014. Au terme de ces rencontres, il avait été convenu que les contribuables devaient respecter le calendrier fiscal.

Selon l'orateur, et pour ce qui concerne la révision des



Henri Ngatsono communiquant à la presse

marges ou des prix des produits, les commerçants avaient été conviés à soumettre leur requête aux autorités compétentes que représente le ministère du Commerce. « *Le directeur départemental des Impôts et des Domaines, poursuit la déclaration, regrette le fait que les auteurs de ce point de presse n'aient pas eu l'honnêteté de restituer fidèlement à leurs adhérents les conclusions de toutes les rencontres.* » En revanche, Henri Ngatsono invite les contribuables à ne pas prêter attention au comportement de ce collectif qui les incite à

surseoir au paiement de la patente sous prétexte qu'ils seraient en négociations avec la direction départementale.

Notons que le communiqué de la direction des impôts et des domaines du Kouilou stipule que les contribuables assujettis à la contribution des patentes relevant du régime du forfait (patente IGF) ainsi que ceux soumis au régime du réel (patente) doivent souscrire leurs déclarations débutées depuis le 2 janvier et ce, jusqu'au 20 mars 2014. Passé cette date, les retardataires ou récalcitrants seront passibles d'une pénalité de 100% en sus des droits dus, conformément aux dispositions de l'article 293 du code général des impôts tome I. Lors de son assemblée générale du jeudi 6 mars (lire notre article dans le numéro 1956 du vendredi 7 mars), le collectif des syndicats des boulangers et pâtisseries et bien d'autres structures composantes du dit collectif avait boudé la disposition, en déclarant : « *la patente moyenne a été multipliée et même la loi ne peut augmenter qu'au tiers* ».

Faustin Akono

COMMERCE

Les enquêteurs et contrôleurs de prix de Pointe-Noire formés au droit et à la sociologie

Organisé par la direction départementale de la concurrence et de la répression des fraudes commerciales, ce séminaire a débuté le jeudi 6 mars et se poursuivra pendant quelques semaines à la dite direction.

« Généralités sur le comportement organisationnel et compétences du dirigeant » et « Aperçu sur les professions judiciaires » sont les deux principaux thèmes de ce séminaire de formation qui se fixe plusieurs objectifs, notamment : permettre aux apprenants de capitaliser les fondamentaux du comportement organisationnel et des compétences du dirigeant, comprendre les contours des concepts et comportement organisationnel, de leadership efficace, du management performant, maîtriser les principes de l'efficacité du leadership et le processus d'acquisition des compétences du dirigeant, intérioriser le processus de la prise de décision dans l'entre-



Vue des enquêteurs et contrôleurs commerciaux

prise. Au terme de la formation, les participants auront une connaissance sur les différentes professions judiciaires à savoir la profession de magistrat, d'auxiliaires de justice, d'avocats, de notaires et d'huissiers de justice. Exposant sur l'intérêt que revêt

cette formation à l'endroit des participants, Gaspard Massoukou et Audrey Séverin Bikindou respectivement directeur départemental de la concurrence et de la répression des fraudes commerciales de Pointe-Noire et avocat à la cour, barreau de Pointe-Noire,

ont dit qu'en dépit des textes relatifs à la réglementation commerciale, la connaissance des instruments juridiques s'avère importante pour les contrôleurs et enquêteurs commerciaux. « Pour mieux exercer leur métier et être à l'abri de toutes influences ex-

térieures en vue d'améliorer l'efficacité du service public, les contrôleurs et enquêteurs commerciaux doivent davantage s'imprégner des connaissances liées au droit, à la sociologie, au contrôle de qualité et autres », ont déclaré les orateurs. Plusieurs participants au séminaire ont accueilli positivement l'initiative. « Cette formation constitue un moyen de se ressourcer pour tous les participants, car la direction départementale de la concurrence et de la répression des fraudes commerciales de Pointe-Noire est aussi composée d'autres agents de l'État et qui n'ont pas assez de connaissances approfondies dans l'exercice de la profession commerciale », a déclaré un participant au séminaire.

Signalons que ce séminaire bénéficie de l'appui des sacheurs issus des différents corps de l'État.

Séverin Ibara

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME

Plantations d'arbres sur trois sites de Tié-Tié

Les femmes du Service national de reboisement (SNR) ont organisé, le 6 mars, une opération de plantation d'arbres au collège 30-Mars-1970, à l'école primaire 31-Décembre-1969 et dans l'enceinte de la mairie du troisième arrondissement de Pointe-Noire, Tié-Tié, en présence de Guy Edmond Loemba, l'administrateur-maire de l'arrondissement.

Cette action s'inscrit dans le cadre des manifestations prévues à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la femme. Elle a connu la participation des responsables des sites concernés, des administrations publiques ainsi que de la société civile.

Deux espèces d'arbres ont été plantées : des terminalia montali et du bois de fer. Ces arbres, une fois arrivés à maturité, seront très bénéfiques pour la purification de l'air et la réduction de la pollution, car ils absorbent le gaz carbonique et dégagent l'oxygène nécessaire à toute vie. Ainsi, seize plants au collège 30-Mars, dix-huit à l'école primaire 31-Décembre et dix au siège de l'arrondissement ont été mis en terre par les différents responsables

conviés à l'activité. Guy Edmond Loemba, administrateur-maire du troisième arrondissement, Tié-Tié, a également participé à la plantation sur les trois sites. Pour Emma Sylvie Gouamba, chef de service du personnel et coordonnatrice des questions de genre au SNR, le choix de ces sites s'explique par l'aspect quasi désertique qu'ils présentent, mais aussi pour leur apport à l'équilibre humain. « Nous avons aménagé l'environnement de ces sites parce que l'arbre protège contre les émissions de gaz à effet de serre, très nocifs pour la santé. Ce planting d'arbres est aussi un bon moyen de lutte contre les changements climatiques et le réchauffement de la terre », a-t-elle souligné, avant d'ajouter que les arbres étaient nécessaires à la vie humaine parce que leurs produits dérivés tels le bois de chauffe et le charbon permettent des activités génératrices de revenus. Puis elle a exhorté les différents responsables des sites à s'assurer de la bonne croissance des plants en les arrosant tous les jours.

À propos de l'arrosage, Françoise Bitsidou Amboud, chef de l'unité Espaces verts de Pointe-Noire, a rappelé : « Les étendues de terre où planter ces arbres n'étant pas trop importantes, nous pouvons arroser avec nos mains en versant un litre ou un demi-litre d'eau au pied de chaque plant puisque la réserve facilement utilisable par les



Régine Goma, présidente Caresco Pointe-Noire-Kouilou, lors du planning (© Adiac).

plantes est entièrement disponible dans le sol. » Saluant l'initiative des femmes du SNR, Guy Edmond Loemba a renchéri : « Les femmes du SNR ont choisi notre arrondissement pour effectuer cette activité. Nous en sommes flattés et

honorés. C'est un geste d'amour qui nous va droit au cœur. » Le SNR et les autorités ont insisté pour que les espèces plantées soient entretenues pour garantir leur croissance pérenne.

Hervé Brice Mampouya

SERVICES PUBLICS D'EMPLOIS

Brazzaville accueille une conférence interrégionale

Un atelier axé sur les «politiques et stratégies de développement des ressources humaines des SPE» sera organisé les 12 et 13 mars prochains à Brazzaville. La cérémonie d'ouverture se déroulera sous le patronage du ministre de l'Enseignement technique, professionnel, de l'Emploi et de la Formation qualifiante, Serge Blaise Zoniaba.

Cette conférence interrégionale est organisée par l'Office national de l'emploi et de la main-d'œuvre (Onemo) en partenariat avec l'Association mondiale des services publics d'emplois (Amsep) et l'Association africaine des services d'emplois publics (Aasep) avec le soutien du gouvernement de la République du Congo. Elle constitue une opportunité pour les directeurs généraux des services publics d'emplois (SPE), les experts du Bureau international du travail (BIT), du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) et de la Banque africaine de développement (BAD) de renforcer leurs connaissances des grands principes qui peuvent guider la réflexion sur ces sujets, de renforcer la connaissance des différents outils et méthodes de gestion prévisionnelle des emplois, métiers et compétences au sein des services publics d'emplois, et enfin, de partager une vision.

Le thème générique de cette conférence sera décliné en trois sous-

thèmes qui permettront d'en appréhender les aspects essentiels et seront traités sous forme de tables rondes, à savoir : le rôle stratégique de la gestion des ressources humaines dans le développement des SPE ; la gestion provisionnelle des emplois, métiers et compétences au sein des SPE : concepts, outils, méthodes et indicateurs ; les processus de recrutement : quelles compétences pour quelles missions ?

Dans un contexte d'une nécessaire adaptation des SPE à leur environnement socio-économique et à l'évolution des attentes des demandeurs d'emploi comme des entreprises, la question du développement des ressources humaines au sein des SPE se pose de manière récurrente.

Les plans stratégiques mis en œuvre afin de décliner les politiques nationales d'emploi doivent donc intégrer l'évaluation et le développement du niveau de compétences des conseillers comme condition essentielle de réussite. Évaluation des compétences requises, des compétences effectivement déployées, processus de recrutement et de développement des compétences des conseillers, autant de sujets qui doivent trouver leur place dans une stratégie des ressources humaines réfléchies, échancées, outillées et inscrites dans un projet social porté par les SPE.

Guillaume Ondzé

DÉPARTEMENT DES PLATEAUX

Sept écoles du district de Mbon reçoivent des kits scolaires

La distribution des fournitures scolaires a été faite le week-end dernier par l'ONG Regard d'Afrique, présidée par Pascal Ngalibo, secrétaire général, en partenariat avec l'Unicef et la direction générale de l'Éducation de base.

Ce don est composé de 700 livres «Horizon d'Afrique», 600 livres «Ma semaine de science pour lec-

Cette dotation s'inscrit dans le cadre du projet intitulé «Chaque enfant a besoin d'une éducation de base». Plus de 1 091 élèves des écoles primaires et préscolaires des villages Olounou 1, Ingouoni-Moké, Mâh, Mengo, Oboli, Olounou 2 et Mbon-centre en ont bénéficié. Ils ont exprimé leur joie: «C'est la deuxième fois que nous bénéficions de ce genre de don.

reux: «Les bonnes œuvres suscitent toujours joie et bonheur, nous sommes très reconnaissants de ce geste. Nous exprimons tous un sentiment d'émotion. Nous vous disons grand merci d'avoir encore pensé à nous.» Et d'ajouter: «Nous profitons de cette occasion pour vous dire que notre circonscription scolaire est confrontée à un manque d'enseignants actifs.» «C'est avec plaisir que nous sommes revenus une fois de plus dans votre circonscription. Faites de ces fournitures scolaires un bon usage comme le premier don, pour l'avenir des élèves et pour le développement du district de Mbon», a pour sa part souligné Pascal Ngalibo.

C'est le deuxième passage qu'effectue l'ONG Regard d'Afrique après un premier qui s'est déroulé du 30 juin au 1er juillet 2013. Cette action appuie l'opération «Chaque famille accueille un enfant chez elle pour passer la journée» qu'organise chaque année le ministère de la Solidarité et de l'Action humanitaire. Regard d'Afrique contribue à l'opération de distribution de boutures de manioc et à la relance de l'école dans le département du Pool avec l'Unicef. L'ONG a été créée le 25 octobre 2001, et œuvre dans le domaine caritatif.

Rosalie Bindika



Quelques kits scolaires exposés dans la cour. (© DR)

ture», 600 livres d'apprentissage sur le VIH/sida, 50 ardoises, 100 boîtes de craie, 120 règles, 120 compas, 100 compas pour enseignants, 780 cahiers, des registres d'appel et des sacs scolaires Unicef.

Dans ce district, il n'y a pas d'ONG qui œuvre pour la promotion et la protection des droits de l'enfant à l'éducation.» Réceptionnant les fournitures, Michel Engambe, sous-préfet du district de Mbon, s'est dit heu-

RÉFLEXION

Le temps du réalisme

Les événements qui se déroulent en Ukraine confirment ce que nombre d'observateurs qualifiés avaient prédit depuis longtemps, à savoir qu'un nouvel ordre mondial s'instaure sous nos yeux, bien différent de celui qui gouvernait jusqu'à présent la planète. Résumés de façon schématique, les rapports de force entre les nations et les continents se modifient, en effet, de la façon suivante.

1. La prééminence des puissances occidentales née de l'effondrement du bloc communiste au début des années 1990 s'effrite inexorablement. En témoigne l'impuissance que traduisent les gesticulations des États-Unis et de l'Union européenne dans les crises syrienne et ukrainienne. L'effritement que nous constatons est dû, pour une part, à la crise économique et financière générée par les excès de l'ultra-capitalisme qui ont révélé les failles du système à la face du monde. Mais il est dû aussi à l'incapacité dont font preuve les gouvernements occidentaux dans la gestion des crises qui secouent le monde et mettent cruellement en évidence leur paralysie.

2. Dans le même temps, les puissances qui semblaient vouées pour longtemps au déclin, la Chine et la Russie au premier rang, regagnent le haut du pavé. Elles reconstituent autour d'elles les sphères d'influence que semblait avoir détruites la victoire idéologique remportée par les puissances occidentales et n'hésitent plus à exhiber leurs muscles afin de neutraliser leurs adversaires. Ce qui se passe actuellement en mer de Chine méridionale et en Crimée traduit de façon claire la volonté de Pékin et de Moscou de réaffirmer leur prépondérance sur les zones géographiques qui les entourent. Quoi que fassent les États-Unis et l'Europe, ce mouvement apparaît aussi irréversible que l'avait été la chute du communisme à la fin du siècle dernier.

3. De l'affrontement, qui ne dit pas son nom, entre les grandes puissances de l'Est et de l'Ouest peuvent naître des crises politiques graves, voire des guerres plus ou moins larvées. Mais les gouvernements des deux bords y regarderont à deux fois avant de se lancer dans des aventures qui mettraient à mal

leur prospérité présente. Dans un semblable contexte, une nouvelle «guerre froide» n'est pas impossible, mais il est peu probable, sinon carrément improbable qu'elle débouche sur des affrontements armés. Instruit par l'expérience, chaque camp cherchera dans les années à venir à renforcer sa domination sur les pays qui l'entourent plutôt que de se lancer dans des affrontements militaires dont nul ne sait ce qui pourrait sortir.

4. Ce que l'on peut en revanche tenir pour certain, c'est que les grandes puissances vont s'attacher à renforcer leur présence dans ce que l'on appelait jadis le « tiers-monde » et que l'on désigne aujourd'hui sous le nom de «monde émergent». Ne pouvant s'affronter les armes à la main, les « grands » chercheront dans les prochaines décennies à s'imposer, en Afrique, en Asie, en Amérique latine, comme des acteurs incontournables du développement. Cela pour la simple et bonne raison que ces trois continents détiennent l'essentiel des ressources naturelles de la planète, que leur masse humaine en fait un gigantesque marché dont personne ne saurait

se désintéresser, que le développement des nouvelles technologies accélérera fortement leur développement tout au long de ce siècle.

5. Dernier point de ce survol rapide du nouvel équilibre mondial qui se dessine, les grandes puissances, toutes les grandes puissances et pas seulement les puissances occidentales, qui avaient fait des grandes institutions internationales un instrument de domination, vont se trouver contraintes de faire une place aux nations du monde émergent au sein de ces mêmes organisations. Cela veut dire qu'une réforme en profondeur de l'Organisation des Nations unies, du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale, de l'Unesco, de la FAO et d'autres institutions internationales s'opèrera avant la fin de la présente décennie.

Le temps du réalisme est venu. Voyons si les nations émergentes sauront tirer profit du rééquilibrage des relations internationales qui se profile à l'horizon.

Jean-Paul Pigasse